

**L'Observatoire**

CENTRE D'ANALYSE  
DE LA CCI FRANCE RUSSIE



**CCI FRANCE RUSSIE**

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE



# ANALYSE TRIMESTRIELLE DE LA SITUATION POLITIQUE EN RUSSIE

(1<sup>ER</sup> JANVIER — 31 MARS 2024)



## SOMMAIRE

<b>1. Situation politique : événements et tendances.....</b>	<b>3</b>
1.1. L'attentat du Crocus City Hall.....	3
1.1.1. L'enquête et la recherche des coupables.....	3
1.1.2. La campagne en faveur du rétablissement de la peine de mort.....	6
1.1.3. La campagne contre les migrants.....	8
1.2. L'élection présidentielle.....	10
1.2.1. La question de la deuxième place derrière Poutine.....	12
1.2.2. L'intégration de l'opposition systémique dans le pouvoir.....	14
1.3. L'adresse du Président à l'Assemblée fédérale.....	16
1.3.1. Politique intérieure.....	16
1.3.2. Politique étrangère.....	18
1.3.3. Initiatives sociales.....	19
1.3.4. Economie et finances.....	20
1.4. La mort d'Alexeï Navalny.....	22
1.4.1. Les différentes versions et la question de la responsabilité.....	23
1.4.2. Les obsèques d'Alexeï Navalny.....	24
1.4.3. Quelles conséquences politiques ?.....	26
<b>2. Administration publique et nominations.....</b>	<b>27</b>
2.1. Le nouveau président de la Cour suprême de Russie.....	27
2.1.1. La mort de Viatcheslav Lebedev.....	27
2.1.2. La nomination d'Irina Podnosova.....	27
2.2. Les nouveaux principes des nominations.....	29
2.3. Le retour de la pratique de confiscation des biens.....	31
2.4. La démission et la nouvelle nomination de Boris Kovaltchouk.....	33
2.5. La Douma interdit de faire de la publicité chez des agents étrangers.....	35
<b>3. Politique régionale.....</b>	<b>37</b>
3.1. Protestations au Bachkortostan.....	37
<b>4. Pouvoir et opposition.....</b>	<b>39</b>
4.1. L'arrestation de Sergueï Oudaltsov.....	39
4.2. La condamnation d'Igor Strelkov.....	40
<b>5. Principaux indicateurs sociologiques.....</b>	<b>42</b>
5.1. La société russe au début du cinquième mandat de Poutine.....	42
<b>Annexe.....</b>	<b>45</b>

## 1. SITUATION POLITIQUE : ÉVÉNEMENTS ET TENDANCES

### 1.1. L'ATTENTAT DU CROCUS CITY HALL

Le 22 mars, plusieurs hommes armés ont fait irruption dans l'une des plus grandes salles de concert de la région de Moscou, le Crocus City Hall, et ont tiré sans distinction sur les personnes présentes, dont la plupart étaient venues assister à un concert du groupe de rock Picnic. Cet attentat, qui a fait 145 morts (décompte au 3 avril), est le plus sanglant commis en Russie depuis ceux de Nord-Ost (130 morts en 2002) et Beslan (333 morts en 2004). Il a été presque immédiatement revendiqué par la branche afghane de l'organisation Etat islamique, qui se fait appeler Etat islamique au Khorassan (EIK). Les autorités russes insistent toutefois sur une possible implication de l'Ukraine et des Etats-Unis.

#### 1.1.1. L'ENQUÊTE ET LA RECHERCHE DES COUPABLES

A ce stade, la version la plus répandue est que l'attentat a effectivement été commis par l'Etat islamique au Khorassan. Les experts de l'Asie centrale soulignent que cette organisation représente aujourd'hui la menace djihadiste la plus grave aussi bien pour les pays de l'espace anciennement soviétique que pour le reste du monde. Depuis le retour des talibans au pouvoir à Kaboul, la branche afghane de l'Etat islamique a connu un développement continu. Selon certaines estimations, elle disposerait aujourd'hui de 25 000 combattants. L'attaque terroriste dans la banlieue de Moscou peut être considérée comme une démonstration des capacités de l'EIK, qui risque d'étendre son périmètre d'action au-delà du territoire de l'ex-Union soviétique. Les autorités françaises, qui organisent les Jeux olympiques d'été, ont relevé le niveau de menace terroriste au maximum.

Le 7 mars, l'ambassade des Etats-Unis à Moscou avait averti qu'un attentat était imminent en Russie. Les médias américains ont écrit qu'il avait été communiqué aux services russes qu'étaient en préparation une attaque contre une synagogue (le FSB a signalé dès le 7 mars qu'une attaque terroriste avait été déjouée : une cellule de l'EIK dans la région de Kalouga a été démantelée) ainsi qu'une attaque majeure contre une salle de concert dans la région de Moscou. Les agences de presse russes ont rapporté, en citant des sources, que les informations transmises par les Américains ne contenaient aucun détail et étaient donc inutiles. Plus tard, le chef du FSB, Alexandre Bortnikov, et le secrétaire du Conseil de sécurité, Nikolai Patrouchev, ont également fait des déclarations en ce sens. Immédiatement après l'élection, le 17 mars, Poutine a à son tour commenté l'avertissement de l'ambassade américaine, le qualifiant de chantage. Dès lors que l'attentat a eu lieu dans une salle de concert près de Moscou, de nombreux observateurs ont vu dans cet épisode un échec retentissant des services de sécurité russes. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que l'attaque du Crocus City Hall a été conduite non pas par

des djihadistes expérimentés, mais par des individus auparavant inconnus des services, ce qui a rendu leur identification difficile. En outre, l'un des auteurs présumés de l'attentat a expliqué après son arrestation qu'il n'avait reçu la proposition de prendre part à l'opération qu'un mois avant les faits, ce qui signifie que l'attaque a été planifiée en un temps très court.

Poutine a été informé de l'interpellation de onze personnes, dont quatre directement impliquées dans l'attentat. A ce jour, les autorités ont annoncé que dix personnes seulement avaient été placées en détention dans le cadre de cette affaire. Parmi elles, deux sont soupçonnées de complicité : l'une a loué un appartement aux auteurs de l'attentat, l'autre leur a vendu sa voiture. Les deux clament leur innocence. L'interrogatoire de l'un des suspects a été diffusé par RT. Il y affirme qu'on lui avait promis 500 000 roubles pour l'attentat et qu'il a reçu les instructions de la part d'un « prédicateur » via Telegram. Les quatre exécutants directs de l'attaque sont des Tadjiks.

Malgré les nombreux éléments qui paraissent indiquer que l'attentat a été l'œuvre de l'Etat islamique au Khorassan, la principale version avancée par les autorités russes est celle d'une implication de l'Ukraine. Le vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, a appelé à l'« éradication » des « terroristes du régime de Kiev », « y compris les représentants officiels de l'Etat », si leur responsabilité dans l'attentat est établie. Margarita Simonian, la directrice de RT, a écrit, dès la nouvelle de l'attaque connue : « Le chien à la vychyvanka [*chemise brodée ukrainienne traditionnelle, NDT*] a-t-il dérapé ou a-t-il exécuté un ordre ? Dans un cas comme dans l'autre, c'est le dresseur qui est à blâmer ». Dans un autre post publié sur sa chaîne Telegram, elle a affirmé avec assurance : « Ce n'est pas l'EIK. Ce sont les Khokhly [*terme péjoratif désignant les Ukrainiens, NDT*] ». La version selon laquelle l'attaque a été commanditée par l'Ukraine a commencé à être diffusée dès les premières heures qui ont suivi l'attaque et est depuis devenue la version dominante pour les médias et les autorités russes.

Pour mieux comprendre la position de la Russie, il convient de tenir compte de plusieurs facteurs :

- La « piste ukrainienne », initialement avancée par les médias pro-Kremlin, a été endossée par les autorités le 25 mars, quand Vladimir Poutine s'est exprimé lors d'une réunion spéciale sur les mesures prises après l'attentat. D'une part, il a admis que les auteurs de l'attaque terroriste étaient des islamistes radicaux. Mais, d'autre part, il a exprimé des doutes sur le fait qu'il s'agissait vraiment d'une opération de l'Etat islamique (selon lui, de véritables islamistes ne commettraient pas d'attentat pendant le mois sacré du Ramadan), et a déclaré que l'attentat avait un « commanditaire ». Avant cette réunion, Poutine avait déjà évoqué la « piste ukrainienne » et de possibles liens entre les terroristes et l'Ukraine. Il s'appuie principalement sur le fait que les auteurs de la fusillade ont été interpellés dans la région de Briansk ce qui lui laisse supposer

qu'ils fuyaient vers la frontière ukrainienne. Toutefois, étant donné la situation géographique de la région de Briansk, ils auraient aussi bien pu se diriger vers la Biélorussie. Le 27 mars, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a déclaré qu'il avait été en contact avec Poutine toute la nuit suivant l'attaque et que l'une de ses tâches avait été d'empêcher les terroristes d'entrer dans son pays. Comme on peut le constater, les preuves d'une implication de l'Ukraine n'étaient à ce moment-là qu'indirectes.

- La situation géopolitique actuelle est le principal facteur explicatif de la position officielle de la Russie. Lorsqu'il évoque les diverses versions sur les responsables de l'attentat, Vladimir Poutine se demande « à qui profite le crime » et conclut que ce sont l'Ukraine et les Etats-Unis (le chef du FSB, Alexandre Bortnikov, a également mentionné le Royaume-Uni) qui ont intérêt à porter un tel coup à la Russie. Dans son discours du 25 mars, le président a qualifié l'attaque de « maillon de toute une série de tentatives menées par ceux qui font la guerre à notre pays depuis 2014 à travers le régime néo-nazi de Kiev ». Le fait que l'Occident a presque immédiatement assuré que l'attentat avait été commis par l'EIK est perçu par Moscou comme une tentative de dédouaner Kiev. A cet égard, il est important de réaliser que les dirigeants russes envisagent la situation dans un contexte global : ils perçoivent la « guerre » contre la Russie comme une campagne internationale à grande échelle, dans le cadre de laquelle le terrorisme international est un instrument entre les mains de la CIA. Par la suite, le Comité d'enquête de la Fédération de Russie a déclaré qu'il avait établi que l'attentat avait été financé par l'Ukraine, mais n'a fourni aucun détail. Le 4 avril, Poutine a assuré que la Russie ne pouvait pas être l'objet d'attaques terroristes de la part de fondamentalistes islamistes, répétant ce qu'il avait dit le 25 mars, lorsqu'il avait posé une question rhétorique : « Les organisations islamistes radicales et même terroristes souhaitent-elles vraiment frapper la Russie, qui préconise aujourd'hui une solution juste au conflit qui s'aggrave au Moyen-Orient ? »
- Si Poutine utilise des mots comme « peut-être » et « probablement », les médias russes, mais aussi de nombreux responsables, dont Medvedev et Patrouchev, désignent explicitement Kiev comme le commanditaire de l'attaque. Ces affirmations n'ont pas grand-chose à voir avec le déroulement de l'enquête, mais elles reflètent les réalités politiques russes. Premièrement, la classe politique et les médias s'inspirent largement de l'opinion de Poutine, et ses propos sur la « trace ukrainienne » sont considérés comme un repère incontournable pour tous ceux qui s'expriment publiquement sur le sujet. Deuxièmement, la guerre avec l'Ukraine et la confrontation avec l'Occident créent un contexte géopolitique dans lequel tout problème survenant à l'intérieur de la Russie sera perçu par le courant dominant russe à travers le prisme de cette confrontation.



*L'attentat du Crocus City Hall aurait potentiellement pu favoriser un rapprochement entre la Russie et l'Occident, ou au moins une coopération renouvelée entre les services de renseignement de la Russie et des Etats-Unis, ou de la Russie et de la France (Emmanuel Macron a fait une déclaration en ce sens). Dans la pratique, c'est le contraire qui se produit : la position de la Russie selon laquelle les Etats-Unis et l'Ukraine pourraient avoir été impliqués dans l'attaque augmente le degré de tension, accroît les enjeux de la confrontation et conduit à l'escalade. Il est important de noter que pour Poutine personnellement, les intentions des acteurs politiques sont extrêmement importantes, et s'il lui semble que les Etats-Unis et l'Ukraine ont clairement pour priorité de nuire à la Russie par tous les moyens possibles, ce qui brouille la frontière entre les actions réelles et ce qui pourrait théoriquement se produire : ils en ont l'intention et ils en ont la capacité, donc ils le font — telle est la logique de Poutine dans cette situation. Cela signifie que, même si, avec le temps, les autorités russes ne trouvent aucune trace de l'implication des Ukrainiens et des Occidentaux dans la tuerie, elles continueront tout de même de les en tenir pour responsables.*

### **1.1.2. LA CAMPAGNE EN FAVEUR DU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT**

Presque immédiatement après l'attentat, de nombreux responsables politiques ont déclaré qu'il était nécessaire de rétablir la peine de mort. Il s'agit d'un sujet fréquemment évoqué par l'opposition systémique russe et, en règle générale, les crimes très médiatisés remettent régulièrement cette discussion sur le devant de la scène. Cette fois-ci, la particularité de la situation réside dans le fait que des représentants éminents du pouvoir se sont également exprimés sur ce dossier.

L'un des premiers à demander le rétablissement de la peine de mort a été le dirigeant de Russie Juste — Pour la Vérité (SRZP), Sergueï Mironov, qui a suggéré d'organiser un référendum. Les mêmes propos ont été tenus par le leader du LDPR, Léonid Sloutski. Le KPRF a initialement adopté une position similaire : le 26 mars, Iouri Sinelchtchikov, député KPRF à la Douma d'Etat, a assuré qu'il n'y avait pas de moratoire sur la peine de mort et que le président devrait simplement ordonner que les organes de l'Etat appliquent la Constitution et le Code pénal (qui prévoient la peine de mort). Mais quelques jours plus tard, d'autres députés communistes plus influents se sont mis à expliquer qu'un outil comme la peine de mort entre les mains d'un Etat bourgeois représentait un danger pour le peuple. Au sein du KPRF, ce sujet a suscité une controverse et le parti a finalement décidé de prendre ses distances avec ceux qui exigent le retour de la peine capitale.

Le vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, désormais connu comme l'un des principaux faucons du pouvoir, s'est également dit favorable à une levée du moratoire. Le discours de Vladimir Vassiliev, chef du groupe Russie unie à la Douma d'Etat, a été plus concret : il a promis d'examiner la question à la Douma et de prendre une décision « qui répondra aux sentiments et aux attentes de notre

société ». Dans un sondage réalisé en 2021<sup>1</sup>, le dernier en date consacré à cette question, 41 % des personnes interrogées avaient déclaré qu'elles souhaitaient la levée du moratoire sur la peine de mort. La société est généralement favorable à une telle décision. Viatcheslav Volodine, le président de la Douma d'Etat, s'est également prononcé en faveur de la peine de mort, estimant que le moratoire, en vigueur depuis 1996, ne l'était plus en raison de l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe en 2022.

Le sénateur Andreï Klichas s'est montré plus prudent, rappelant la décision rendue en 2009 par la Cour constitutionnelle, qui avait statué que la peine de mort « ne [pouvait] plus être appliquée depuis le 16 avril 1997, c'est-à-dire qu'une condamnation à mort ne doit être ni prononcée ni exécutée ». Le moratoire a été introduit de facto après que la Russie a signé en 1996 le Protocole n°6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort (bien qu'elle n'ait jamais ratifié ce Protocole). Klichas a déclaré que ni la Douma d'Etat ni le Conseil de la Fédération ne seraient en mesure de renverser la décision de la Cour constitutionnelle. Le parti Gens Nouveaux s'est pour sa part opposé au rétablissement de la peine de mort.

Il est révélateur que le 25 mars, le porte-parole du président, Dmitri Peskov, ait fait savoir que le Kremlin n'était pas partie prenante à la discussion sur le rétablissement de la peine de mort, ce qui signifie que la question n'est pas d'actualité pour Poutine. Un autre signe de l'attitude plutôt négative du Kremlin à l'égard de l'abolition du moratoire sur la peine de mort est le fait que Dmitri Kisselev, auteur et présentateur de l'émission Vesti Nedeli (Les Nouvelles de la semaine) sur la chaîne de télévision Rossia 1, s'est prononcé contre cette abolition. Il a déclaré que la soif de vengeance ne devait pas obscurcir l'esprit et qu'il était impossible de condamner à mort les personnes accusées d'attentats terroristes, la loi n'ayant pas d'effet rétroactif. Ainsi, le débat sur le retour de la peine de mort s'est pratiquement éteint de lui-même.

*La particularité de la situation actuelle est que les partisans habituels du rétablissement de la peine capitale ont été rejoints par une partie influente de Russie unie, ce qui a rendu la perspective d'une levée du moratoire plus crédible que jamais. La rupture géopolitique de la Russie avec l'Occident (y compris son exclusion du Conseil de l'Europe), la guerre en tant que facteur de radicalisation de la position de l'élite dirigeante et l'environnement politique général, favorable à la guerre, ont également une influence sur ce débat. Cependant, la position personnelle de Poutine peut avoir joué un rôle décisif à cet égard. Premièrement, un élément important de son image publique est l'« humanisme » — et bien que cela semble discutable dans le contexte de guerre et de répression qui prévaut aujourd'hui, Poutine essaie constamment de souligner sa différence par rapport à un Occident « dénué de principes » et d'apparaître comme un dirigeant qui ne fait pas de sacrifices injustifiés. Deuxièmement, à titre personnel, Poutine voit dans les appels à un éventuel rétablissement de la peine de mort une manifestation de populisme et préfère ne pas se plier à des pressions conjoncturelles.*

<sup>1</sup> <https://www.levada.ru/2021/06/25/smertnaya-kazn-i-prestupnost/>

### 1.1.3. LA CAMPAGNE CONTRE LES IMMIGRÉS

L'information selon laquelle des Tadjiks étaient impliqués dans l'attaque terroriste du Crocus City Hall a déclenché une puissante vague d'hostilité envers les immigrants. Comme sur le sujet d'un éventuel rétablissement de la peine de mort, la vague de mécontentement et les demandes de durcissement de la politique conduite par les autorités sont venues principalement de la base, tandis que le Kremlin s'est efforcé d'adopter une position équilibrée. Dans son discours du 23 mars, Poutine a déclaré que les criminels n'ont pas de nationalité. Le 24 mars, on a appris que le thème du cours dispensé dans les écoles intitulé « Leçons sur des choses importantes » avait été modifié et porterait sur la politique d'unité interethnique. Le 2 avril, Vladimir Poutine a de nouveau commenté la situation : lors d'un conseil élargi du ministère de l'intérieur, il a affirmé qu'il était inadmissible que l'attentat soit instrumentalisé pour « provoquer la discorde ethnique, la xénophobie et l'islamophobie ». Enfin, le 4 avril, il a souligné que la Russie était un exemple unique d'harmonie interconfessionnelle et que les commanditaires de l'attaque avaient pour objectif de « porter atteinte à l'unité » du pays. Il a également précisé, de manière très voilée, que la Russie devrait soutenir l'afflux d'immigrants afin de pouvoir augmenter de manière significative la productivité de son économie. Il est important de noter que le Tadjikistan est un allié de la Russie au sein de l'OTSC et de l'Union économique eurasiatique (EAEU). En d'autres termes, Poutine et le Kremlin ont récemment déployé des efforts soutenus pour endiguer la vague de xénophobie. Cela va à l'encontre de l'opinion répandue dans les médias d'opposition, selon laquelle le Kremlin allait profiter de l'attentat pour accroître la répression à l'encontre des immigrants.

Toutefois, une campagne anti-immigration spontanée a été lancée à un niveau plus bas. Il ne s'agissait pas d'une décision stratégique délibérée du Kremlin. La chaîne Telegram Baza a écrit que dans les premiers jours qui ont suivi l'attaque, les leaders de la communauté tadjike ont conseillé aux membres de la diaspora de ne pas sortir la nuit pour des raisons de sécurité. Les médias ont rapporté que les forces de l'ordre avaient augmenté le nombre de contrôles de personnes d'apparence asiatique. Selon *Kommersant*, les contrôles ont été intensifiés dans les entreprises du secteur de la restauration et de la construction, où les travailleurs étrangers représentent une part importante du personnel. La police a également lancé des raids dans des quartiers à forte concentration d'immigrés.

En ce qui concerne les acteurs politiques, l'opposition systémique s'est associée à la campagne contre les immigrants. Vladislav Davankov, vice-président (Gens Nouveaux) de la Douma d'Etat, a suggéré de les expulser pour « le moindre délit » et de mettre en place une surveillance numérique de leurs agissements. Mikhaïl Matveïev (KPRF), vice-président de la commission de la Douma chargée de la politique régionale et de l'autonomie locale, a déclaré que le nombre d'immigrants devrait être tel qu'il puisse être « contrôlé de manière réaliste ». Un député de la Douma représentant la Crimée\*, Mikhaïl Cheremet, s'est exprimé au nom de Russie unie,



proposant de restreindre en Russie l'entrée de migrants de travail pour toute la durée de l'« opération militaire spéciale ». Traditionnellement, les députés et sénateurs des territoires annexés\* adoptent une position beaucoup plus radicale que la moyenne sur de nombreuses questions et n'ont pas le soutien du Kremlin. Le 27 mars, le Synode mondial du peuple russe a accordé une place importante à la politique migratoire dans son adresse intitulée « Le présent et l'avenir du monde russe ». Il propose de limiter considérablement l'afflux en Fédération de Russie de « main-d'œuvre étrangère peu qualifiée et issue d'autres cultures ». Par ailleurs, les propos du patriarche Cyrille, selon lesquels « le nationalisme russe n'existe pas », ont eu un grand retentissement. Le patriarche, qui émet traditionnellement toutes les réserves nécessaires et respecte le politiquement correct, est néanmoins récemment devenu l'un des principaux idéologues du durcissement de la politique migratoire.

La vague anti-immigrés a provoqué une vive réaction des représentants de la communauté musulmane russe. Le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a appelé à « ne pas laisser se produire de répressions pour des motifs nationaux ou religieux » dans le contexte de l'attentat du Crocus City Hall. La communauté musulmane de Russie a demandé de mettre fin à la diabolisation des musulmans. Le ministre kirghize des Affaires étrangères a recommandé à ses concitoyens de s'abstenir temporairement de se rendre en Russie en raison de l'introduction de mesures de sécurité renforcées.

Néanmoins, le gouvernement russe se prépare tout de même à prendre certaines décisions. Selon *Izvestia*, le ministère du Travail a préparé des amendements à la législation qui permettraient aux entreprises de recruter des travailleurs immigrés exclusivement de façon sélective, avec des contrats d'une durée de deux ans maximum. Les experts sont toutefois sceptiques : des tentatives similaires ont déjà été réalisées vis-à-vis des migrants provenant d'Ouzbékistan, mais l'idée a été abandonnée par la suite. Il semblerait également que le ministère de l'Intérieur soit en train de rédiger un projet de loi visant à instaurer un contrôle plus strict des migrants. Le ministère estime qu'il est nécessaire de prendre les empreintes digitales et la photographie de tous les étrangers arrivant dans le pays. Cette mesure est déjà appliquée, mais elle ne concerne que les personnes venues travailler et celles qui ont l'intention de rester plus de 90 jours. D'autres idées sont également évoquées, comme la création d'un document d'identité unique et d'un profil numérique pour chaque étranger, la mise en place de registres d'employeurs et de travailleurs étrangers, un régime spécial de « séjour contrôlé » et d'autres mesures.

*Vedomosti* a écrit, citant ses sources, que le Kremlin envisageait également de créer un ministère spécialement chargé des minorités nationales. Ce ministère, qui rendrait compte directement au président, regrouperait les pouvoirs actuellement détenus par l'Agence fédérale chargée des nationalités (FADN) et la Direction principale des questions migratoires du ministère de l'Intérieur. Poutine lui-même n'avait pas exclu cette possibilité lors de sa grande conférence de presse de décembre

dernier. L'attentat du 22 mars donne de nouveaux arguments aux partisans de cette idée. En réalité, l'existence d'un ministère consacré aux migrations a toujours été une question d'actualité pour la Russie et une telle administration a périodiquement vu le jour avant d'être restructurée ou supprimée. Ces attermolements s'expliquent en grande partie par la confrontation, au sein du pouvoir, entre les *siloviki* et les civils : d'une part, le ministère de l'Intérieur a toujours voulu que les questions liées à la migration continuent de relever de ses prérogatives ; d'autre part, les structures civiles cherchent régulièrement à prendre l'initiative en la matière en évoquant une « approche plus globale ». La question devrait être réglée en mai, une fois que le nouveau gouvernement aura été mis en place.

*Le durcissement de la politique migratoire n'est pas une priorité pour le Kremlin et le gouvernement fédéral, bien au contraire : dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de problèmes démographiques, il est important de maintenir une arrivée constante de travailleurs étrangers. Cependant, au niveau politique, le problème se pose depuis longtemps avec acuité : la population, l'opposition systémique et le camp ultra-patriotique sont favorables à un durcissement dans ce domaine. Deux tiers des Russes pensent qu'il est nécessaire de réduire le flux d'immigrés dans le pays. Ces sentiments de la population incitent l'opposition systémique, à la suite de l'attentat du Crocus City Hall, à remettre sur le devant de la scène les questions relatives à la gestion de l'immigration. Alors que la Russie vit, de fait, en temps de guerre, le rôle institutionnel et politique des siloviki s'est accru, tandis que les contrôles et les contrepoids ont été pratiquement supprimés, ce qui incite les siloviki à commettre des abus et même à faire preuve d'une brutalité démonstrative. Cependant, il n'y aura probablement pas de changements législatifs significatifs : le Kremlin essaiera de s'en tirer avec des mesures institutionnelles qui conduiront à un léger durcissement, mais les autorités n'appliqueront sans doute pas une politique radicalement hostile aux migrants.*

## 1.2. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'élection présidentielle organisée du 15 au 17 mars a revêtu un caractère plébiscitaire prononcé. Vladimir Poutine a obtenu le score sans précédent de 87,3% des voix. Le candidat communiste Nikolai Kharitonov est arrivé en deuxième position avec 4,3%. Vladislav Davankov (Gens Nouveaux) et Léonid Sloutski (LDPR) ont recueilli respectivement 3,8% et 3,2% des suffrages. Ces résultats reflètent parfaitement les priorités du Kremlin : il s'agissait d'afficher le soutien massif de l'opinion publique à Poutine (et donc à la guerre) et l'unité de la population autour de son leader. Les faibles scores de Kharitonov et de Sloutski sont liés à la fois à leur manque de charisme et à la fuite des voix du KPRF et du LDPR vers le président.

Cette élection présidentielle a été la première à se dérouler selon le « schéma Covid », c'est-à-dire sur trois jours (cette procédure a été introduite en 2020, lors de la pandémie). Le vote du vendredi, le premier jour, a été une forme de « mobilisation corporative » : une partie importante des personnes qui ont voté ce jour-là, que ce soit en se rendant dans les bureaux de vote ou en ligne, étaient des employés de l'Etat et d'entreprises publiques. Auparavant, l'une des principales difficultés liées à la mobilisation de cet électorat en faveur du pouvoir était que les scrutins se tenaient le dimanche, jour où de nombreux électeurs quittent leur ville : il était donc difficile de les attirer dans les bureaux de vote. Désormais, ce problème est résolu puisque le vote est possible un jour ouvrable.

Les électeurs les plus enclins à l'opposition ont voté dimanche. A Moscou, à Saint-Petersbourg et dans plusieurs autres villes, des files d'attente se sont formées à 12h devant certains bureaux de vote. Les partisans d'Alexei Navalny et d'autres figures de l'opposition avaient appelé leurs partisans à se mobiliser de cette façon. Paradoxalement, la venue de sympathisants de l'opposition dans les bureaux de vote a contribué à l'objectif des autorités, à savoir l'obtention d'un taux de participation aussi élevé que possible. Dans l'ensemble, cependant, face à la mobilisation corporative et à la participation élevée des retraités, l'activité de l'opposition est apparue insignifiante.

Quelques incidents notables se sont produits, en particulier le premier jour du scrutin, avec des tentatives d'incendier les urnes ou d'y verser des liquides de couleur. Ces incidents ont eu un certain retentissement mais ont été peu nombreux : ils ont été enregistrés dans 29 bureaux de vote répartis dans 20 régions du pays. Il est rapidement apparu qu'il ne s'agissait pas de protestations politiques, mais d'une forme particulière de fraude : les personnes ayant effectué ces actions avaient reçu des appels téléphoniques menaçants leur intimant d'agir ainsi. Beaucoup d'observateurs pensent, non sans raison, que ces incidents ont été organisés par les services secrets ukrainiens.

Les élections se sont déroulées en l'absence quasi totale de toute observation indépendante, que ce soit de la part de médias, de l'opposition ou d'organisations internationales. Moscou a invité des observateurs étrangers connus pour leur loyauté envers la Russie. Pour le Kremlin, la question de la légitimité internationale des élections a perdu toute pertinence dans le contexte de la guerre : le pouvoir ne se préoccupe plus de la réaction du monde occidental, ni même, de manière plus générale, de l'image des élections russes à l'étranger. Bien sûr, au sein du pouvoir, l'opinion dominante est que les élections ont été tout à fait démocratiques (les sondages montrent que la population soutient le président). Dès lors, pour les autorités, la question du respect des procédures est secondaire, compte tenu des spécificités politiques de la période actuelle.

### 1.2.1. LA QUESTION DE LA DEUXIÈME PLACE DERRIÈRE POUTINE

Que Poutine obtiendrait environ 80 % des voix ne faisait guère de doute. En revanche, la question de savoir qui serait son premier poursuivant suscitait un grand intérêt, d'autant plus que le KPRF et le LDPR avaient tous deux présenté des candidats très faibles.

Au cours des deux-trois dernières semaines avant le scrutin, les sondages ont reflété une montée rapide de la notoriété et de la popularité de Davankov, le candidat de Gens Nouveaux, qui était le seul à prôner une « normalisation » — un terme qui était interprété par beaucoup comme l'expression d'une position anti-guerre. Plus tôt, le pays avait assisté à un épisode politique surprenant : celui de la tentative de candidature de Boris Nadejdine. Pour être autorisé à concourir, il devait recueillir 100 000 signatures.

Nadejdine, ancien député de la Douma d'Etat, a toujours été considéré comme une personnalité totalement loyale au pouvoir et contrôlée par le Kremlin. Il a été l'un des fondateurs de l'Union des forces de droite (SPS), un parti libéral qui a vu le jour à la fin de 1999 et qui a ensuite soutenu Poutine lors de sa candidature à l'élection présidentielle de 2000. C'est à cette époque que Nadejdine a fait la connaissance de l'une des figures clés du SPS, Sergueï Kirienko, l'actuel superviseur de la politique intérieure au sein de l'administration présidentielle. Même si, en réalité, les deux hommes ne se sont pas parlé depuis de nombreuses années, ce passé a donné des raisons de croire que Nadejdine avait été choisi par le Kremlin pour « canaliser » les voix des mécontents, afin de leur permettre de « se défouler » : il n'était plus considéré comme un politicien d'opposition depuis longtemps, il était un invité fréquent des chaînes de télévision russes, et il ne dérangeait nullement les autorités. En décidant de se présenter à la présidentielle, Nadejdine lui-même cherchait avant tout à accroître sa popularité, notamment en vue de ses projets politiques dans la région de Moscou. Il a alors adopté une position ouvertement anti-guerre. Sur le moment, cela n'a pas posé de problème aux autorités : Nadejdine semblait si peu susceptible d'attirer l'électorat que sa candidature apparaissait même, pour le pouvoir, comme une excellente occasion de montrer qu'un discours anti-guerre ne bénéficiait d'aucun soutien de la population.

Cependant, sa procédure de collecte de signatures, initialement très lente, a soudainement fait de Nadejdine un problème politique sérieux pour le Kremlin. En effet, la situation a radicalement changé lorsque des personnalités de l'opposition « hors système » ont commencé à s'exprimer en sa faveur et que Maksim Kats a appelé ses partisans à apporter leur signature à Nadejdine pour lui permettre de concourir. De longues files d'attente ont alors commencé à se former devant ses points de collecte de signatures dans les grandes villes ; plusieurs jours durant, c'est pratiquement devenu le principal événement politique du pays. En fin de compte, Nadejdine a récolté beaucoup plus de signatures que la loi ne l'exige, ce qui a mis le Kremlin dans l'embarras. Ce candidat auquel personne ne prêtait attention

il y a peu imposait désormais aux autorités un dilemme : fallait-il ou non l'enregistrer ? En réalité, l'enregistrement d'un politicien ouvertement anti-guerre ne cadrerait pas avec l'idée d'une élection plébiscitaire de Poutine : la décision de rejeter sa candidature a été prise très rapidement, et on lui a officieusement fait comprendre qu'il serait opportun qu'il mette son activité politique en sourdine et ne conteste pas la décision de l'Etat.

Mais les opposants à la guerre avaient pris goût à la campagne électorale et, après l'élimination de Nadejdine, le seul candidat derrière lequel ils pouvaient potentiellement se ranger était Davankov. D'autant plus que Davankov avait signé en faveur de Nadejdine et avait ensuite inclus certains points du programme de celui-ci dans son propre programme (cependant, les aspects qu'il avait repris à son compte ne concernaient ni les questions politiques ni le rapport à la guerre). Enfin, Davankov a également été soutenu par une partie de l'opposition « hors système », qui s'est toutefois divisée entre ceux qui promouvaient la campagne « Midi contre Poutine » et ceux qui avaient décidé de voter en faveur du candidat de Gens Nouveaux.

De ce fait, vers la fin de la campagne présidentielle, Davankov était crédité de 8 à 10% des intentions de vote dans les sondages, occupant solidement la deuxième place. Beaucoup y ont vu le signe d'un rejet notable de la guerre par une partie de l'opinion publique. De plus, le fait qu'une partie de l'opposition hors système ait appelé à voter pour lui a rendu son éventuelle deuxième place inacceptable aux yeux de l'administration présidentielle.

En conséquence, comme on l'a appris plus tard, une partie des votes en faveur de Davankov ont été réattribués à Nikolai Kharitonov et à Léonid Sloutski. Davankov lui-même a été contraint de modifier radicalement son discours. Lors de la réunion de Poutine avec les candidats à la présidence, après la clôture des votes, il a prononcé un discours patriotique dans lequel il a exprimé un soutien ardent au président et à la guerre. « Dans toutes les régions, les gens travaillent pour la victoire, pour notre victoire commune. Chacun fait tout ce qui est en son pouvoir. Vous avez tout à fait raison de dire que nous avons un objectif commun : remporter la victoire dans l'opération militaire spéciale et parvenir à une paix durable », a-t-il déclaré, avant de se rendre, avec tous les autres candidats, à un concert organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'annexion de la Crimée. Il s'agissait d'une action politique bien pensée par le Kremlin pour neutraliser le sens « anti-guerre » qui avait été donné à la campagne de Davankov, en le forçant à « prêter allégeance » publiquement au chef de l'Etat. Poutine a déclaré lors de la réunion que l'attention de Gens Nouveaux devait se concentrer sur la création de conditions favorables aux entreprises. Il s'agit là d'une tentative des autorités de tracer les limites de ce qui est permis à Gens Nouveaux : leur activité politique doit se concentrer principalement sur les questions économiques et entrepreneuriales, et ne pas se mêler de géopolitique.



*Pour Poutine, la « vieille garde » représentée par le KPRF et le LDPR apparaît comme un élément plutôt constructif du système politique. En outre, le KPRF entretient des liens étroits avec le complexe militaro-industriel, ce qui est important dans la mesure où le gouvernement tente d'accroître la production d'armes. Poutine a également toujours été sceptique à l'égard des nouvelles forces politiques et une deuxième place de Davankov ne correspondait pas à sa conception du système de partis idéal, alors que le KPRF et le LDPR ont prouvé à maintes reprises qu'ils pouvaient appuyer le régime sans états d'âme dans des situations critiques. Dans ces conditions, Gens Nouveaux apparaît aux yeux du président comme un projet plutôt opportuniste. Et le fait que Davankov ait commencé à attirer le soutien de l'opposition « hors système », laquelle est, selon les autorités, un allié de l'Occident hostile, a rendu intolérable la possibilité que son candidat arrive en deuxième position.*

### **1.2.2. L'INTÉGRATION DE L'OPPOSITION SYSTÉMIQUE AU SEIN DU POUVOIR**

La campagne présidentielle et la rencontre ultérieure des candidats avec Poutine, ainsi que leur participation conjointe au concert organisé à l'occasion du dixième anniversaire de l'annexion de la Crimée le 18 mars, montrent que, dans le contexte politique actuel, le statut de l'opposition systémique devient très précaire en Russie.

Les trois participants à la réunion avec Poutine, y compris Davankov, ont exprimé leur soutien absolu au président. Kharitonov a même souligné que, pendant la campagne, les candidats avaient tout fait pour « rassembler puissamment les Russes » autour de leur leader. Sloutski a reconnu qu'une partie importante de l'électorat du LDPR avait voté pour Poutine. Il s'est également prononcé en faveur de la guerre, soulignant l'importance de réaffirmer l'autorité du leader national à un moment crucial de l'histoire de la Russie. Il a qualifié la guerre d'opération militaire spéciale, sainte et noble, visant à éradiquer le nazisme, et s'est dit convaincu que la Russie l'emporterait. Tout cela a amené les experts politiques proches du pouvoir à estimer que Poutine disposait désormais d'une super majorité et que toute forme d'alternance était absolument impossible.

Le 19 mars, Poutine a également rencontré les chefs des groupes parlementaires de la Douma d'Etat. Le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, et le superviseur de la politique intérieure, Sergueï Kirienko, étaient présents. Cette réunion avait un contenu plus concret : immédiatement après les élections, le pouvoir a commencé à dessiner les contours du prochain gouvernement. Selon la Constitution mise à jour en 2020, la Douma approuve non seulement le Premier ministre, mais aussi les ministres et leurs adjoints, à l'exception des chefs des agences (avant tout des structures de force), qui dépendent directement du président. Pour Poutine, ces amendements impliquent la nécessité de coordonner les nominations des membres du gouvernement avec les députés. Lors de la réunion, le président a souligné l'extension des prérogatives des législateurs à la suite de la réforme constitution-

nelle et a exhorté les députés de la Douma à donner la priorité, lors de l'examen des candidatures, aux qualifications professionnelles plutôt qu'aux intérêts de leurs partis respectifs, les orientant ainsi vers l'approbation des candidats proposés par le Premier ministre. Dans la réalité politique actuelle, il est peu probable que le Kremlin soit confronté à une résistance politique sérieuse de la part de l'opposition systématique, mais la procédure elle-même est perçue par le président comme n'étant pas très confortable.

Un moment intéressant de la réunion a été le discours de Guennadi Ziouganov, qui a de manière inattendue accusé les « conseillers » du président de soutenir Navalny et les libéraux. Ziouganov a rappelé comment, en 2013, Navalny avait, grâce à l'administration présidentielle, bénéficié d'un sursis dans l'un de ses procès au pénal, ce qui lui avait permis de se présenter aux élections municipales de Moscou (où il avait obtenu un très bon score avec 27% des suffrages). Ce rappel de Ziouganov était une tentative de remettre en question la politique actuelle du Kremlin consistant à soutenir le parti Gens Nouveaux, lequel, du point de vue du KPRF, est aussi libéral que Navalny. Le reproche était adressé à Sergueï Kirienko, qui est considéré comme le créateur du parti et le principal architecte de son entrée à la Douma d'Etat. Ziouganov semblait avoir oublié qu'en 2013, le superviseur de la politique intérieure était Viatcheslav Volodine, avec lequel le KPRF entretient aujourd'hui des relations beaucoup plus constructives qu'à l'époque. Le discours de Ziouganov a confirmé une fois de plus la nature tendue des relations du KPRF avec les superviseurs de la politique intérieure et a également mis en évidence le mécontentement du camp conservateur au sein de l'élite face au « flirt » du gouvernement avec les libéraux.

*L'élection présidentielle s'est soldée par l'affaiblissement de l'opposition systématique. Le KPRF et le LDPR ont obtenu leurs scores les plus faibles de toute l'histoire de la Russie moderne, à leur grand mécontentement. Le KPRF est particulièrement sensible au fait que Kharitonov est arrivé en troisième position dans de nombreuses villes et n'a pas réussi à gagner le soutien du noyau dur électoral du parti. Certains communistes redoutent également que le parti continue à perdre du terrain sous la direction de Ziouganov. Toutefois, l'arrivée d'un nouveau dirigeant risquerait plutôt d'aggraver davantage la situation du KPRF : Ziouganov, comme Vladimir Jirinovski, décédé en 2022, jouit au moins du respect personnel de Poutine. Son successeur sera probablement confronté à une attitude plus dédaigneuse de la part de l'administration présidentielle, comme on le constate déjà avec Léonid Sloutski depuis qu'il a succédé à Jirinovski à la tête du LDPR. Quant au LDPR, justement, son score a été artificiellement augmenté de manière à ce que le parti puisse continuer de bénéficier du financement de l'Etat, mais les experts estiment qu'il pourrait ne pas franchir le seuil nécessaire pour obtenir des élus lors des élections législatives de 2026. Enfin, Vladislav Davankov a mené une campagne plutôt réussie, mais ce succès a été « neutralisé » immédiatement après les élections. Ses*

*déclarations d'après-campagne ont déçu à la fois les électeurs anti-guerre et les progressistes en général. L'élection a montré l'intolérance du régime à l'égard de tout discours un tant soit peu pacifiste. Cependant, même la victoire retentissante de Poutine n'éclipsera probablement pas le fossé qui se dessine entre, d'une part, les partisans de la « normalisation » et de la paix et, d'autre part, les tenants du rassemblement patriotique autour du drapeau.*

### **1.3. L'ADRESSE ANNUELLE DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE**

Le 29 février, Vladimir Poutine a prononcé son discours annuel devant l'Assemblée fédérale. En 2018, année de la précédente élection présidentielle, c'est à cette occasion qu'il avait détaillé son programme. C'est ce qu'il a fait de nouveau cette fois. Le groupe chargé de la rédaction de l'adresse aurait été dirigé par le conseiller du président Maxime Orechkine. Beaucoup voient en lui l'un des candidats possibles au poste de Premier ministre, compte tenu à la fois de ses propres ambitions et de son rapprochement avec le président au cours des six derniers mois (ce qui ne garantit toutefois pas sa nomination).

#### **1.3.1. POLITIQUE INTÉRIEURE**

Traditionnellement, dans ses adresses annuelles, Poutine accorde très peu d'attention à la politique intérieure, car il juge que celle-ci est stable et prévisible. Dès lors, il estime n'avoir aucune raison de changer quoi que ce soit dans ce domaine. Néanmoins, un certain nombre de ses déclarations méritent d'être soulignées :

- Tout d'abord, l'adresse a montré que le Kremlin prend au sérieux les questions relatives à la politique de la jeunesse. Poutine a annoncé le lancement du projet national « Jeunesse de Russie », qui vise à soutenir les enseignants et les mentors dans les écoles, en appuyant les projets éducatifs chers aux superviseurs actuels de la politique intérieure, lesquels mettent l'accent sur l'éducation patriotique. Le Kremlin est conscient des risques d'un conflit de générations, sachant que les jeunes sont plus critiques à l'égard des autorités, s'informent via des sources indépendantes (principalement Telegram) et regardent rarement la télévision. D'où l'attention accrue portée aux initiatives éducatives, l'introduction des « Leçons sur les choses importantes » dans les écoles et l'instauration d'une nouvelle fonction officielle, celle des conseillers pédagogiques auprès des directeurs d'école.
- Poutine a aussi annoncé le lancement du projet national « Cadres », qui vise à renforcer le lien entre tous les niveaux d'éducation, de l'école à l'université. Il s'agit de mieux cibler la formation des spécialistes en fonction des besoins des entreprises. Le 8 mars, Poutine a approuvé une liste d'instructions pour la mise en œuvre des mesures contenues dans son adresse à l'Assemblée

fédérale. L'une des tâches fixées est « l'éducation d'une personnalité harmonieusement développée et socialement responsable sur la base des valeurs spirituelles et morales russes traditionnelles ». Russie unie a également l'intention de participer activement à la mise en œuvre du projet national « Cadres », ce qui atteste d'une politisation accrue du système éducatif en Russie.

- Troisièmement, des mesures sont prises pour aider les personnes ayant pris part à la guerre en Ukraine à progresser dans leur carrière. Poutine a parlé avec beaucoup d'émotion de la nécessité de soutenir la « véritable élite », « les travailleurs acharnés et les guerriers », « qui ont prouvé leur loyauté envers le pays par leurs actes », les opposant à « ceux qui se sont rempli les poches dans les années 1990 ». Le président a présenté un nouveau programme de formation de cadres intitulé « Le temps des héros », qui sera destiné aux vétérans et aux participants à l'« opération militaire spéciale ». Le programme sera fondé sur les mêmes normes que l'« école des gouverneurs » et le concours « Leaders de Russie ». Les militaires et les vétérans ayant fait des études supérieures et ayant occupé des postes de direction, indépendamment de leur grade et de leur position, pourront participer au programme. Ils pourront déposer leur candidature à partir du 1<sup>er</sup> mars, et la formation commencera dans les prochains mois. A l'avenir, il est prévu de mettre en place des cours de direction à l'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique (RANKhiGS) pour les mêmes catégories de citoyens. Poutine a indiqué que les diplômés de ces programmes devraient être recrutés à des postes de haut niveau au sein des structures du pouvoir.

*Toutes ces questions relèvent de la zone de compétence du premier chef adjoint de l'administration présidentielle, Sergueï Kirienko, dont les projets ont reçu un appui considérable. Cependant, il est important de noter que la guerre imprègne tout et que de nombreuses initiatives de Kirienko doivent désormais être adaptées à la logique militaire, notamment via une attention accrue portée aux personnes ayant pris part à l'« opération militaire spéciale ». Du point de vue de la politique des cadres, cela signifie que les projets doivent être davantage tournés vers la formation des militaires et, ultérieurement, vers leur nomination à des postes importants. A ce stade, il est peu probable que ce phénomène prenne une ampleur notable : l'inclusion d'un ancien militaire dans un collectif de travail peut relever d'une sorte de rituel, de passage obligé pour des managers désireux de souligner leur loyauté. Dans la pratique, cependant, il est plus probable que cela se limite à des cas isolés.*

### 1.3.2. POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le sujet principal de l'adresse a été la politique étrangère et c'est par elle que Vladimir Poutine a commencé, en soulignant sa conviction que la Russie était en bonne position dans « l'opération militaire spéciale ». Il a assuré que les objectifs de l'opération seraient atteints et que l'armée russe « dét[enait] fermement l'initiative et progress[ait] avec confiance dans de nombreuses directions ». Comme à l'accoutumée, il a tenu des propos durs à l'égard des Etats-Unis et de l'Occident, mais cette fois-ci il a particulièrement insisté sur le fait que, pour la Russie, la victoire dans cette confrontation avait un caractère existentiel. Poutine a déclaré que « le soi-disant Occident avec ses habitudes coloniales » cherchait à freiner le développement de la Russie parce que « au lieu de la Russie, ils veulent un espace dépendant, en déclin et mourant où ils pourront faire tout ce qu'ils veulent ». Poutine continue de considérer les armes nucléaires comme la principale garantie de la sécurité de la Russie.

Sa position sur d'éventuelles négociations avec les Etats-Unis semble plutôt contradictoire. D'une part, Poutine continue d'insister sur le fait que la Russie est prête à discuter de la stabilité stratégique — comme l'a écrit *Kommersant*, l'administration Biden a tenté à plusieurs reprises de transmettre à Moscou ses propositions de retour au dialogue, mais n'a pas trouvé de terrain d'entente. D'autre part, Poutine pose des conditions assez radicales qui rendent de telles négociations impossibles. Selon lui, Moscou ne tiendra un dialogue sur la stabilité stratégique qu'à la condition qu'y soient inclus les problèmes de sécurité en Europe (sur la base du principe de « l'indivisibilité de la sécurité » promu par la Russie, ce qui signifie essentiellement qu'il faut aussi aborder la non-expansion de l'OTAN), ainsi que la guerre en Ukraine. Cela signifie, de fait, que l'Occident doit mettre fin à son soutien militaire à l'Ukraine et reconnaître le droit de la Russie à poursuivre ses objectifs, notamment l'annexion d'une partie du territoire ukrainien, ainsi que la « dénazification », à savoir l'installation à Kiev d'un régime qui lui serait favorable. Tout cela rend impossible la reprise des négociations par les Etats-Unis.

Poutine a accordé une attention particulière à la question d'une éventuelle attaque russe contre l'Europe — une perspective souvent évoquée au sein de l'UE et de l'OTAN depuis le début de l'année. Le président a ensuite répété à plusieurs reprises sa vision des choses, dont le sens général est que l'Occident induit délibérément sa population en erreur afin de justifier les dépenses qu'il consacre au soutien à l'Ukraine et ses investissements dans la production d'armes. En outre, Poutine considère que les spéculations occidentales concernant une attaque de l'Europe par la Russie sont une préparation voilée d'une guerre contre la Russie elle-même. Il a fait référence aux déclarations d'Emmanuel Macron, qui n'a pas exclu l'envoi d'un contingent français en Ukraine ; il a également évoqué une discussion qui aurait eu lieu sur des frappes occidentales visant des points stratégiques sur le territoire russe. Peu après l'adresse présidentielle, Margarita Simonian, la rédactrice en chef de RT, a publié l'enregistrement d'une conversation entre deux officiers allemands



discutant des implications d'éventuelles livraisons de missiles Taurus à l'Ukraine, ce qui donnerait à Kiev la possibilité de frapper le pont de Crimée\*. Aux yeux de Poutine, cela indique que l'OTAN a l'intention de prendre le risque d'une confrontation militaire directe avec la Russie, ce qui, a-t-il souligné, pourrait conduire à une guerre nucléaire.

Pour Poutine, il reste crucial de continuer à s'adresser aux sociétés occidentales. Ce n'est pas un hasard s'il a accordé une interview au célèbre présentateur conservateur américain Tucker Carlson, réputé proche de Donald Trump. L'interview n'a pas été un grand succès : Poutine a consacré l'essentiel de l'entretien à parler de l'histoire de l'Ukraine et de la Russie et à expliquer les raisons du lancement de l'opération militaire, dans une forme qui a peu de chances d'être comprise par le grand public occidental. Cependant, ce qui est important ici, c'est la tentative même de Poutine d'apporter une « grande explication » aux électeurs occidentaux ordinaires, principalement conservateurs : il y voit le moyen de créer une base pour le rétablissement de relations normales à l'avenir.

*Les déclarations de Poutine en matière de politique étrangère suggèrent que les dirigeants russes ne voient actuellement aucune possibilité de dialogue entre la Russie et l'Occident, et que beaucoup dépendra des changements politiques qui pourraient se produire à l'Ouest, à commencer par le résultat des élections américaines et, plus généralement, par le cours que pourraient prendre les débats sur le soutien de l'UE à l'Ukraine. Cela laisse beaucoup de place à une nouvelle escalade, y compris militaire. Dans ce contexte, le Kremlin s'empresse de tirer parti de la faiblesse militaire de l'Ukraine, d'accroître la pression sur le terrain et de forcer des négociations qui se dérouleraient à des conditions favorables à la Russie : l'année 2024 est perçue comme une fenêtre d'opportunité à saisir pour reprendre l'initiative stratégique.*

### 1.3.3. INITIATIVES SOCIALES

Dans la mesure où l'adresse à l'Assemblée fédérale consistait à présenter à la population le programme électoral de Poutine, le président a largement insisté sur le règlement de problèmes sociaux urgents et sur le soutien aux familles, surtout celles ayant des enfants. Cela lui permet à la fois de s'assurer du soutien de son noyau dur électoral, qui dépend assez largement de l'Etat, et aussi d'inscrire son discours dans la tendance conservatrice à l'œuvre au cours de ces dernières années, qui insiste sur les valeurs traditionnelles et sur l'importance de la famille, des enfants et de la religion.

Une place particulière a été consacrée à la démographie. Il s'agit de l'un des principaux problèmes structurels de la Russie, car le pays approche du « trou démographique » : la crise des années 1990 avait provoqué un effondrement de la natalité. Selon le démographe Alexeï Rakcha, le nombre de femmes en âge de procréer aura

d'ici là diminué d'environ 40 % par rapport à 2010. D'après les données préliminaires de Rosstat, l'année 2023 a battu un record négatif : 1,265 million d'enfants seulement sont nés dans le pays, soit le chiffre le plus bas des 23 dernières années.

Dans son discours, Poutine a proposé de faire baisser la proportion de Russes vivant sous le taux de pauvreté de 9% à 7% d'ici à 2030, et de réduire de moitié la proportion de familles nombreuses se trouvant dans cette situation. Il a annoncé diverses mesures de soutien aux familles : l'augmentation des déductions fiscales, la prorogation du programme de capital maternel jusqu'en 2030 (le programme était en vigueur jusqu'en 2026) et la prolongation jusqu'à la même date du programme de crédit immobilier à taux préférentiel pour les familles. D'une manière générale, au cours des six prochaines années, la Russie devrait parvenir à une croissance régulière du taux de natalité, a déclaré le président.

Pour faire face aux problèmes démographiques, de nouveaux projets nationaux ont également été lancés. Le plan « Famille » (dans ce cadre, au moins 75 milliards de roubles seront alloués d'ici à 2030 aux régions où le taux de natalité est inférieur à la moyenne) et le plan « Vie longue et active » (l'objectif est de faire passer l'espérance de vie moyenne en Russie de 73 à 78 ans d'ici à 2030).

*Même si le président met l'accent sur les projets sociaux, sa politique sociale est en réalité très limitée et concerne principalement les groupes à faibles revenus et les familles avec enfants. Ces aides sociales ont toujours été à la base du soutien accordé par une partie importante de la population à la politique du pouvoir. Après le déclenchement de la guerre, ce soutien a été renforcé par un effet de ralliement autour du drapeau : face à une menace extérieure (la guerre est perçue par la société comme exclusivement défensive), la population se rassemble autour de l'institution la plus forte et la plus capable, à savoir l'Etat. Un problème se fait jour à cet égard : le Kremlin et Poutine à titre personnel ont de plus en plus recours à une rhétorique ultra-patriotique et mobilisatrice, créant la base d'une idéologisation de la vie publique et privée, ce qui ne correspond pas encore à l'état d'esprit des Russes. La majorité préfère rester à l'écart de la guerre, tout en la soutenant passivement. Cela signifie que les aides sociales continueront à jouer un rôle clé dans le maintien de la stabilité politique et que le Kremlin devra rééquilibrer sa rhétorique patriotique par l'adoption d'initiatives sociales significatives.*

### **1.3.4. ECONOMIE ET FINANCES**

L'une des principales nouveautés annoncées lors de l'adresse a été la décision de réduire la dette des régions en effaçant deux tiers des crédits octroyés par le ministère des Finances. Cette décision s'inscrit dans la logique de l'augmentation des investissements, une priorité essentielle de la politique financière et économique de la Russie, qui repose principalement sur les ressources budgétaires. L'annu-

lation des dettes « leur permettra d'économiser environ 200 milliards de roubles par an entre 2025 et 2028 », a déclaré Poutine. Il a ajouté que les sommes ainsi économisées seront « fléchées » et consacrées à des investissements et des projets d'infrastructure. Il a également rappelé que cette année, les régions commencent à rembourser les dettes contractées dans le cadre du programme de prêts budgétaires pour les infrastructures, en vigueur depuis 2021 : les fonds reversés au budget fédéral « devront à nouveau être consacrés au développement des régions et à l'émission de nouveaux prêts budgétaires pour les infrastructures ». Le président a également proposé de prolonger de six ans les programmes individuels de développement socio-économique, qui sont actuellement mis en œuvre par dix régions à faible capacité fiscale.

Dans la sphère économique, l'accent reste mis sur le développement de projets d'infrastructure et sur la numérisation. Le lancement d'un nouveau projet national d'une valeur de 700 milliards de roubles nommé « Economie des données » a été annoncé. L'objectif est de mettre en place des plateformes numériques dans tous les secteurs clés de l'économie et de la sphère sociale. La poursuite de la modernisation du secteur du logement et des services publics demeure également une priorité : 4 500 milliards de roubles seront alloués à cette fin d'ici à 2030. Selon le chef de l'Etat, 116 milliards de roubles devraient être consacrés à la modernisation numérique pour développer une constellation de satellites afin d'améliorer l'accès à l'Internet à haut débit dans les régions reculées du pays. Au cours des six prochaines années, le gouvernement devrait poursuivre la modernisation des infrastructures de transport, avec notamment l'établissement d'un nouveau complexe hôtelier sur le lac Baïkal, sans pollution pour le lac (cela fait partie du projet « Cinq mers », dans le cadre duquel des complexes hôteliers doivent sortir de terre sur les côtes de la mer Caspienne, de la mer Baltique, de la mer d'Azov, de la mer Noire et de la mer du Japon), et la construction de l'autoroute Djougba-Sotchi. Le président a chargé le gouvernement de prévoir un plan de financement de l'autoroute, qui favorisera le développement de la côte de la mer Noire. Poutine a confirmé les projets de construction d'autoroutes à grande vitesse vers Kazan et l'Oural, vers Rostov-sur-le-Don, vers la côte de la mer Noire et vers Minsk. Le chemin de fer à grande vitesse vers Saint-Pétersbourg passera par Tver et Veliki Novgorod, a-t-il également annoncé.

Enfin, dans le secteur de l'aviation, l'objectif est de moderniser l'infrastructure d'au moins 75 aéroports, soit plus d'un tiers du réseau aéroportuaire russe, et de renouveler la flotte aérienne des compagnies nationales en utilisant des avions russes. Dans le même temps, *Kommersant* remarque que le programme de plusieurs centaines de milliards de roubles destiné à la fabrication d'avions nationaux est repoussé de deux ans (cela a été officiellement annoncé par le ministère de l'Industrie et du Commerce et par la société d'Etat Rostec).

Malgré l'instabilité de la politique fiscale, la vulnérabilité des droits de propriété et la corruption — autant de problèmes systémiques de l'Etat russe —, les dirigeants du pays comprennent l'importance de préserver l'environnement des entreprises

privées (même si cela contredit souvent certaines décisions, telles que la révision des résultats de la privatisation ou l'introduction d'un impôt sur les surprofits). Sur le plan fiscal, Poutine a demandé au gouvernement de travailler à une amnistie pour les petites entreprises qui ont eu recours à des scissions pour échapper à l'impôt, à condition que ces entreprises ne procèdent plus à de telles scissions artificielles à l'avenir. Il a promis que pour ces entreprises, « il n'y aura[it] pas d'amendes, de sanctions ou de recalcul des impôts pour les périodes précédentes ».

L'un des moments les plus importants de l'adresse a été l'allusion du président à un possible retour du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Poutine a suggéré de réfléchir à des approches visant à moderniser le système fiscal afin de répartir plus équitablement la charge entre les personnes dont les revenus sont les plus élevés, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises. Des éléments d'un barème progressif ont été introduits en 2021, lorsque le taux unique de 13% pour toutes les catégories a été complété par un nouveau taux de 15% pour les personnes gagnant plus de 5 millions de roubles par an (environ 50 000 euros). Comme l'a écrit plus tard *Vedomosti*, le ministère des Finances a commencé à travailler sur des amendements au code fiscal à la fin de l'année dernière. Il s'agit d'augmenter non seulement l'impôt sur le revenu des personnes physiques (aucune décision définitive n'a encore été prise à ce sujet), mais aussi l'impôt sur le bénéfice des sociétés, qui passerait de 20 à 25%.

*La politique économique reste fortement dépendante des dépenses de l'Etat, en particulier pour les projets de construction, de logistique et d'infrastructure. Malgré les sanctions, les investissements ont augmenté de 6,5% en 2022 et d'environ 10% en 2023. L'activité d'investissement la plus importante a été observée dans les industries manufacturières (telles que la production de machines-outils et d'autres équipements, d'ordinateurs et de produits électroniques, d'équipements de construction, de matériaux de construction, etc.). Toutefois, ce sont les commandes de l'Etat en matière de défense qui restent le principal moteur de la croissance de l'économie russe. En matière de stratégie économique, Poutine a deux objectifs principaux : empêcher une militarisation excessive de l'économie (il a particulièrement insisté sur le fait que la militarisation de l'économie était un risque que l'Occident pourrait exploiter en entraînant délibérément le pays dans une course aux armements et en exacerbant les menaces qui pèsent sur son économie) et profiter de la situation budgétaire favorable pour investir dans des secteurs non militaires et dans la substitution aux importations.*

#### **1.4. LA MORT D'ALEXEÏ NAVALNY**

Le 16 février, le département du Service pénitentiaire fédéral de Russie (FSIN) pour le district autonome de Jamalo-Nénésie a annoncé le décès d'Alexeï Navalny. Selon l'administration de la colonie pénitentiaire, après une promenade, il s'est senti mal

et a perdu connaissance. Les médecins dépêchés sur les lieux n'ont pas réussi à le ranimer. Ivan Jdanov, un proche de Navalny, a rapporté que les représentants de la colonie avaient annoncé à la mère de Navalny que son fils était mort du « syndrome de la mort subite ». Le certificat de décès indique qu'il est mort « de causes naturelles ».

A ce jour, on ne dispose toujours pas d'informations exactes sur ce qu'il s'est passé. Tout ce que l'on sait, c'est que l'état de santé d'Alexeï Navalny s'était déjà sérieusement détérioré après son empoisonnement en 2020, ainsi que du fait de la sévérité de ses conditions de détention. Depuis qu'il avait été emprisonné, Navalny avait passé plus de 300 jours en cellule d'isolement. Après son transfert dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité à Vladimir, ses problèmes à la colonne vertébrale s'étaient aggravés. En décembre dernier, il avait perdu connaissance, après quoi le personnel de la colonie l'avait placé sous perfusion. Les avocats de Navalny ont déclaré qu'il soupçonnait qu'on l'empoisonnait à petit feu. On sait également que quelques jours avant sa mort, il avait participé à une audience de son procès en cours par liaison vidéo durant laquelle il avait l'air de bien se porter et était de bonne humeur.

Pour rappel, Navalny avait été interpellé et placé en détention le 17 janvier 2021, dès sa descente d'avion après son arrivée à Moscou en provenance d'Allemagne, où il était soigné pour empoisonnement au Novitchok. En Russie, il a été reconnu coupable de fraude et d'un certain nombre d'autres chefs d'accusation, dont la création d'un groupe « extrémiste », notamment du Fonds anti-corruption (FBK) qui a été reconnu comme extrémiste par les autorités russes. Plusieurs de ses partisans vivant en divers lieux de Russie ont été placés en détention ou font l'objet d'un mandat d'arrêt. En août dernier, le tribunal municipal de Moscou avait condamné Navalny à 19 ans de détention en colonie pénitentiaire à régime spécial.

#### **1.4.1. LES DIFFÉRENTES VERSIONS ET LA QUESTION DE LA RESPONSABILITÉ**

Bien que l'on ne connaisse pas avec certitude la cause immédiate de la mort de Navalny, l'Occident, l'opposition libérale et les médias d'opposition s'accordent à penser que Vladimir Poutine et son régime en sont responsables. Ils considèrent que les poursuites et condamnations dont Navalny a fait l'objet étaient de nature politique et que les conditions de sa détention s'apparentent à de la torture.

L'ancienne équipe de Navalny voit les choses de manière encore plus radicale, accusant les autorités et Poutine personnellement d'avoir délibérément tué Navalny. Dans plusieurs vidéos, Maria Pevtchikh et Ivan Jdanov ont déclaré que l'opposant avait été assassiné afin de rendre impossible son échange contre Vadim Krassikov, un officier des services spéciaux russes qui purge une peine de prison à Berlin pour l'assassinat de l'ancien commandant séparatiste tchéchène Zelimkhan Khangochvili.

Les autorités russes n'ont pas donné d'explications claires sur les circonstances de la mort de Navalny. Vladimir Poutine n'a commenté le décès de l'opposant que



près d'un mois plus tard : immédiatement après l'élection, il a donné une interview plutôt franche dans laquelle il a, pour la première fois, appelé Navalny par son nom, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant. Il a qualifié sa mort de « triste événement », précisant que ce sont des choses qui arrivent en prison, cherchant ainsi à banaliser l'incident et à lui ôter toute dimension politique.

A un niveau politique inférieur, le parti au pouvoir et l'opposition systémique ont, tous deux, imputé la mort de Navalny à l'Occident, laissant entendre qu'il s'agissait d'une tentative de provoquer des troubles politiques en Russie. Le président de la Douma d'Etat, Viatcheslav Volodine, a déclaré que Washington et Bruxelles étaient « responsables » de la mort de Navalny : « Nous savons très bien qui ils sont : le secrétaire général de l'OTAN, les dirigeants américains, Scholz, Sunak, Zelensky... ils sont tous responsables de la mort de Navalny ». Officieusement, on a vu circuler dans l'espace médiatique des versions plus farfelues, selon lesquelles Navalny aurait pu être empoisonné par sa femme, qui serait arrivée secrètement en Russie, ou par ses avocats.

De son côté, Vladislav Davankov, candidat à la présidentielle du parti Gens Nouveaux et désireux de s'attirer les faveurs de l'électorat progressiste, a écrit que la mort d'un homme jeune et fort en prison était une tragédie, quelles que soient ses opinions politiques. Boris Nadejdine, que les autorités n'ont pas enregistré comme candidat, est allé encore plus loin en déclarant : « Alexeï était l'une des personnes les plus talentueuses et les plus courageuses que j'ai connues en Russie ».

L'attitude du grand public russe à l'égard de Navalny reste plutôt négative. Selon un sondage de l'institut Russian Field, 40% des personnes interrogées ont déclaré avoir une attitude neutre à son endroit, tandis qu'un peu plus d'un tiers (35%) ont déclaré avoir une perception négative de lui et 10% seulement une perception positive. L'écrasante majorité des personnes interrogées (77%) ont déclaré qu'elles ne voteraient pas pour Navalny s'il était vivant et se présentait à la présidence de la Russie.

#### **1.4.2. LES OBSÈQUES D'ALEXEÏ NAVALNY**

Les funérailles d'Alexeï Navalny ont eu lieu à Moscou le 1<sup>er</sup> mars. Ensuite, il a été inhumé au cimetière de Borisovskoié. Avant la cérémonie, la zone autour de l'église a été encerclée par des barrières métalliques ; des pannes d'Internet ont également été signalées à proximité de l'église où se tenaient les funérailles.

Les autorités russes n'ont pas empêché la tenue de la cérémonie, bien que de nombreux employés de grandes entreprises et d'établissement d'enseignement, ainsi que des fonctionnaires, aient reçu des messages rappelant que toute participation à des actions non autorisées était inacceptable. Les autorités craignaient que les funérailles ne se transforment en action de protestation. Cette crainte était largement fondée sur l'idée que, politiquement, il était plus avantageux de laisser les gens organiser les funérailles de Navalny et de mettre ainsi un point final à cet

épisode de l'histoire, plutôt que de créer un événement politique de grande ampleur en procédant à des arrestations.

Quoi qu'il en soit, les funérailles ont constitué un moment politique important. L'église ne pouvant accueillir beaucoup de monde, la foule de partisans et de sympathisants s'est dirigée vers le cimetière, où une file d'attente d'un kilomètre de long s'est formée. Selon les estimations, plus de 25 000 personnes se sont rassemblées à cette occasion. Il s'agit de la plus grande réunion de l'opposition en Russie depuis le début de la guerre. Les gens ont scandé des slogans en faveur de Navalny, des accusations visant Poutine et des slogans contre la guerre. Les forces de l'ordre n'ont pas réagi, bien que les médias d'opposition aient rapporté que les participants étaient filmés. Il n'y a pas eu non plus d'arrestations massives. Une source proche du Kremlin a déclaré que les autorités étaient conscientes de l'existence de sentiments anti-guerre et anti-Poutine dans la capitale, et qu'il était donc important de fournir une occasion à ceux qui l'éprouvaient de « se défouler » tout en empêchant toute résurgence future des mouvements de protestation. Il est probable que certains manifestants auront à subir des conséquences de leur participation à ce rassemblement dans le cadre professionnel ou à l'université, et seront condamnés à des amendes administratives, voire subiront des poursuites pénales. Cependant, ces poursuites ne seront sans doute pas massives.

Aucun des représentants de l'opposition systémique, à l'exception de Boris Nadejdine, n'est venu aux funérailles (qui se sont déroulées en même temps que celles de Nikolai Ryjkov, ancien Premier ministre de l'URSS). En revanche, a été relevée la présence d'Ekaterina Dountsova, candidate de l'opposition non systémique dont la candidature à l'élection présidentielle avait été invalidée (elle n'avait pas pu recueillir les signatures nécessaires), et d'Evguéni Roizman, ancien maire d'Ekaterinbourg et l'un des rares hommes politiques proches des libéraux hors système à être restés en Russie. L'ambassadrice des Etats-Unis Lynne Tracy, l'ambassadeur d'Allemagne Alexander Lambsdorff, l'ambassadeur de France Pierre Lévy, ainsi que les ambassadeurs du Canada, d'Irlande, de Grèce, de Pologne, de Belgique et d'Autriche ont également assisté aux funérailles.

*Malgré l'importance des funérailles, qui ont constitué, dans un contexte politique très dur, une vraie manifestation d'opposition d'une partie de la société russe, elles n'ont pas déclenché de revitalisation politique et il est peu probable que celle-ci se produise. Le Kremlin a autorisé les libéraux à enterrer Navalny, mais il est peu probable qu'il tolère d'autres expressions d'opposition.*

### 1.4.3. QUELLES CONSÉQUENCES POLITIQUES ?

Hormis le jour des funérailles à Moscou, la mort de Navalny n'a pas donné lieu à des manifestations de masse : la suite des événements a ressemblé à ce qu'il s'était passé après la mort d'Evguéni Prigojine. Des commémorations spontanées ont été organisées, en particulier devant des monuments dédiés aux victimes de la répression politique. Quelques rassemblements à la mémoire de Navalny ont eu lieu dans les villes russes et à l'étranger. Des Moscovites ont apporté des fleurs à la pierre des îles Solovki. Les arrestations des participants à ces commémorations ont été très rares.

Après le décès, des interrogations ont porté sur la remise ou non du corps de l'opposant à sa mère. D'après Lioudmila Navalnaïa, des représentants des autorités ont essayé de la contraindre à organiser des funérailles très discrètes, fermées au public, dans un lieu décidé en accord avec le pouvoir. Mais finalement, le corps lui a été rendu et la famille a pu organiser une cérémonie funéraire décente. Le Kremlin a décidé de ne pas intervenir, partant sans doute de l'idée communément partagée que, politiquement, Navalny n'existait plus bien avant sa mort réelle. L'événement lui-même est passé inaperçu auprès de la population (à l'exception des couches progressistes des grandes villes, qui n'ont toutefois aucune représentation politique et ne sont pas en mesure de se mobiliser véritablement dans les circonstances actuelles). Le pouvoir a décidé de présenter cette mort comme un événement insignifiant, dénué de portée politique.

Trois jours après la mort de Navalny, sa veuve Ioulia Navalnaïa s'est déclarée prête à reprendre le flambeau de son défunt mari. Elle a publié un appel sur la chaîne YouTube de Navalny, qui compte aujourd'hui environ 6 millions d'abonnés. Toutefois, il existe plusieurs obstacles significatifs qui peuvent compromettre la réussite politique de Ioulia Navalnaïa. Tout d'abord, ses liens étroits avec l'Occident qui sont assez mal vus par la population en temps de guerre et de confrontation avec l'OTAN (de nombreux Russes ont été irrités par sa rencontre avec Joe Biden après la mort de Navalny). Le deuxième obstacle, c'est l'impossibilité pour elle de se rendre en Russie. Or, l'éloignement compromet sa faculté d'être largement entendue par la société russe. Et de toute évidence, les autorités font de leur mieux pour renforcer le contrôle de l'information. Enfin, le profil socio-politique de Navalnaïa n'est pas très populaire auprès du Russe moyen : elle est bien intégrée dans la société occidentale et semble très éloignée des attentes de gens ordinaires. Mais même sans prendre en compte tous ces éléments, la situation actuelle en Russie — la guerre et la politique de plus en plus restrictive du Kremlin à l'égard de toute forme de dissidence — laisse peu de chances de réussir aux personnalités politiques libérales occidentales.

## 2. ADMINISTRATION PUBLIQUE ET NOMINATIONS

### 2.1. LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME DE RUSSIE

#### 2.1.1. LA MORT DE VIATCHESLAV LEBEDEV

Le 24 février, a été annoncé le décès du président de la Cour suprême de Russie Viatcheslav Lebedev, à l'âge de 81 ans. Lebedev se trouvait à la tête de la Cour suprême depuis 1991 ; avant la chute de l'URSS, il avait été, depuis 1989, le président de la Cour suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Alors qu'il avait atteint la limite d'âge de 70 ans pour les juges en 2013, Lebedev avait poursuivi sa carrière grâce à la décision du président Poutine d'abolir la limite d'âge pour le président de la Cour suprême et ses adjoints.

*Kommersant* a décrit Lebedev comme un juge aux opinions libérales qui prônait la dépenalisation des délits sans gravité, qui s'est prononcé en faveur du remplacement des peines de prison par des amendes dans les affaires de corruption et qui a soutenu l'extension des prérogatives des jurys d'assises. Toutefois, l'action de la Cour suprême a été plutôt conservatrice et conforme aux priorités politiques du Kremlin. Lebedev était également connu pour exercer un contrôle très strict sur les nominations, ce qui a rendu le pouvoir judiciaire plus conformiste et dépendant de l'administration politique du moment. Enfin, la Cour suprême a joué un rôle clé dans la légitimation des décisions politiques, qu'il s'agisse de la persécution de l'opposition (par exemple, les affaires pénales contre Alexeï Navalny) ou des restrictions des droits et libertés (l'une des décisions les plus récentes a été la reconnaissance du « mouvement LGBT » en tant que communauté extrémiste).

Depuis 2001, le président de la Cour suprême est désigné par le Conseil de la Fédération parmi les candidats présentés par le président de la Russie. Les noms d'Andreï Klichas, président de la commission du Conseil de la Fédération sur la législation constitutionnelle et la construction de l'Etat, ou de Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité, ont été cités pour succéder à Lebedev. Toutefois, le seul candidat qui s'est présenté à ce poste a finalement été Irina Podnosova, qui se préparait depuis longtemps à cette fonction.

#### 2.1.2. LA NOMINATION D'IRINA PODNOSOVA

Le 1<sup>er</sup> avril, le Collège supérieur de qualification des juges a recommandé Irina Podnosova, présidente du Collège judiciaire de la Cour suprême pour les litiges économiques, au poste de président de la Cour suprême. La décision a été adoptée à l'unanimité, Podnosova étant la seule candidate. Tout candidat au poste de président de la Cour suprême doit avoir une formation juridique supérieure assortie d'un minimum de dix ans d'expérience dans le domaine de la jurisprudence, un casier judiciaire vierge, ne pas posséder la citoyenneté d'un autre Etat et ne pas être âgé

de moins de 35 ans. Si le candidat ne travaille pas en tant que juge, il doit également passer un examen de qualification (les titulaires d'un diplôme en sciences juridiques en sont exemptés).

La candidature de Podnosova devait être approuvée par le Conseil de la Fédération avant d'être officiellement entérinée par le chef de l'État.

Selon *Kommersant*, Podnosova se préparait à ce poste depuis longtemps. Une source proche de la direction de la Cour suprême a expliqué au journal que le système judiciaire était extrêmement conservateur, qu'il ne pouvait y avoir de nominations politiques et qu'il était impossible de nommer à la tête de la Cour une personne qui ne fût pas juge.

Irina Léonidovna Podnosova, née le 29 octobre 1953 à Pskov, a été diplômée en 1975 de la faculté de droit de l'université d'État de Leningrad, où, selon les médias, elle étudiait dans la même promotion que Vladimir Poutine. Elle commence sa carrière professionnelle la même année en tant que consultante au département de la Justice du Comité exécutif de la région de Léningrad (Lenoblispolkom), puis, à partir de 1978, travaille comme juriste à l'usine de matériaux de construction de Volsk, dans la région de Saratov. A partir de 1979, elle occupe divers postes juridiques au tribunal municipal de Volsk, avant de devenir juge en 1990, puis présidente du tribunal municipal de Louga, dans la région de Léningrad, en 2003. Podnosova a participé activement aux travaux du Conseil des juges de la région de Léningrad, dont elle a été élue présidente à deux reprises. En 2018, bien qu'elle ait atteint la limite d'âge, elle est nommée présidente de la deuxième cour d'appel pour cinq ans. La cour est située à Saint-Pétersbourg et examine les appels déposés contre les décisions des tribunaux des régions du Nord-Ouest, de l'Oural et de la Sibérie occidentale — y compris les tribunaux de Saint-Pétersbourg, de la région de Léningrad, d'Ekaterinbourg, de Tioumen, du district autonome de Khanty-Mansiysk, du district autonome de Jamalo-Nénétsie, et du district autonome de Nénétsie.

Depuis juillet 2020, elle est vice-présidente de la Cour suprême de Russie, dirige le Collège judiciaire pour les litiges économiques et est coprésidente du conseil consultatif scientifique. Ce collège a succédé à la Cour suprême d'arbitrage, qui a été supprimée en 2014. Auparavant, Irina Podnosova n'avait jamais travaillé dans le système d'arbitrage : cette nomination était la principale étape préparatoire à sa transition vers le poste de présidente de la Cour suprême d'arbitrage de Russie. La source citée par *Kommersant* a indiqué que, dans sa nouvelle fonction, cette criminaliste de formation avait dû se familiariser avec d'autres aspects du système judiciaire.

*Bien que de nombreux observateurs aient vu dans cette nomination la volonté de Poutine de placer une personne loyale à la tête de la Cour suprême, en réalité, dans les circonstances actuelles, cela n'a pas beaucoup d'importance. Lebedev n'a jamais été l'homme de Poutine ; il a néanmoins donné entière satisfaction au Kremlin. En outre, dans le contexte actuel, n'importe*



*quel dirigeant serait loyal. Aujourd'hui, pour Poutine, l'efficacité et de bonnes capacités organisationnelles comptent bien plus que la loyauté personnelle. Podnosova a la réputation d'une juge modérée, ni réformatrice ni faucon, mais capable de mettre rapidement de l'ordre dans la bureaucratie juridique.*

## 2.2. LES NOUVEAUX PRINCIPES DES NOMINATIONS

Le 22 janvier, le président Poutine a signé un décret créant une réserve fédérale de cadres pour la fonction publique. Ce décret fait suite à une loi spéciale adoptée en décembre, qui a renforcé les exigences imposées à tous les candidats à l'intégration dans la réserve de cadres. La loi oblige les candidats à rendre publiques des informations sur leurs revenus et leurs biens. Chaque candidat sera également soumis à un contrôle approfondi effectué par les services de renseignement. Le décret interdit l'inclusion dans la réserve de candidats ayant un casier judiciaire, ayant commis des infractions disciplinaires ou autres au travail, ainsi que d'agents étrangers.

Le travail sur la nouvelle réserve de cadres a commencé après que Poutine a nommé Dmitri Mironov, ancien gouverneur de la région de Iaroslavl, au poste de conseiller pour la politique des nominations (2021). Mironov a commencé sa carrière au KGB, puis a travaillé au Service fédéral de protection (FSO) et a été le garde du corps personnel de Poutine. En 2013, il a été transféré au ministère de l'Intérieur, où il a rapidement pris la tête de l'influent département principal de sécurité économique et de lutte contre la corruption. En 2015, il devient vice-ministre de l'Intérieur. Beaucoup le voient alors comme le futur successeur du ministre Vladimir Kolokoltsev mais, en 2016, il devient de manière inattendue gouverneur de la région de Iaroslavl. Lorsqu'il a rejoint l'administration présidentielle, il remplace Anatoli Serychev, un officier du FSB chargé de la fonction publique et de la politique de lutte contre la corruption, des domaines traditionnellement supervisés par les services de sécurité.

En décembre 2022, Mironov s'est, pour la première fois, prononcé publiquement sur la nécessité de réformer le système de la réserve de cadres lors d'une réunion de la commission sur les questions relatives à la fonction publique et à la réserve de cadres. Parmi les propositions qu'il a présentées à l'époque, figurait l'obligation pour tous les candidats de déclarer leurs revenus et leurs biens. En octobre 2023, le projet de loi correspondant a été approuvé par la commission Mironov, puis par la Douma d'Etat.

La nouvelle loi et le décret présidentiel portent sur la nomination des vice-ministres fédéraux, des chefs et des chefs adjoints des organes et institutions fédéraux, à l'exception des responsables des structures de sécurité et de leurs dirigeants, qui dépendent directement du président. Il est intéressant de noter que le décret recommande également aux dirigeants des sociétés d'Etat et des entreprises publiques de puiser dans la réserve de cadres pour sélectionner des candidats qualifiés à occuper leurs postes de direction. Pour les postes nommés par le président, l'inscription dans la réserve est désormais une condition obligatoire de nomination.

La constitution de la réserve de cadres se fera selon une procédure assez rigide, qui exclut les candidatures spontanées. Chaque agence devra désigner une personne spécialement chargée de sélectionner les candidats pour la réserve. Un ministre fédéral peut proposer un candidat issu de son département, des organisations qui lui sont subordonnées ou des autorités régionales, si ce candidat travaille dans le domaine relevant de la compétence du ministre.

Les candidats à la réserve doivent soumettre une déclaration de revenus et de biens pour eux-mêmes et les membres de leur famille, accepter un éventuel déménagement et se soumettre à des tests d'aptitude professionnelle. Une source de *Vedomosti* a déclaré en octobre qu'un candidat à la réserve devrait également subir des tests psychologiques, le processus de sélection visant à choisir les candidats motivés par la défense des intérêts nationaux et du bien public, plutôt que par leurs intérêts personnels. En substance, cela signifie l'introduction d'une sorte de filtre politique, à travers lequel les personnalités qui ne partagent pas les valeurs politiques actuelles et ne sont pas prêtes à s'intégrer dans l'environnement pro-guerre ne pourront pas passer.

Le mécanisme de constitution de la réserve comprendra plusieurs étapes.

- Tout d'abord, les agences sélectionnent les candidats au sein de leur personnel et des institutions qui leur sont subordonnées.
- Le ministère du Travail, désigné dans le décret comme l'« administrateur », prépare les procédures bureaucratiques ainsi que les documents requis pour les candidats et organise la sélection initiale.
- Les listes sont ensuite transmises au département de la Fonction publique, des ressources humaines et de la lutte contre la corruption de l'administration présidentielle. Dirigé depuis octobre 2019 par Maxime Travnikov, un technocrate de 50 ans, ce département joue un rôle important dans la politique de cadres et la supervision des questions relatives à la fonction publique. Il s'est constitué sous sa forme actuelle en mai 2023, après la fusion du département de la fonction publique et du personnel avec le département de la lutte contre la corruption, sur instruction de Poutine. Le département produira des listes actualisées de candidats potentiels et les soumettra au superviseur de la politique du personnel (aujourd'hui, c'est Mironov). Une fois que les listes ont été vérifiées par Mironov, elles sont envoyées au chef de l'administration pour approbation finale.

Le décret de Poutine charge également le gouvernement de mettre en place un système d'information pour la réserve de cadres d'ici le 1<sup>er</sup> avril et, à partir du 1<sup>er</sup> juin, de commencer à évaluer les candidats afin de vérifier leurs connaissances professionnelles — ces fonctions ont été confiées par le président à l'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique (RANKhIGS).

*La création d'une nouvelle réserve de cadres est une initiative qui reflète parfaitement les particularités du nouveau contexte politique qui a commencé à prendre forme après l'adoption de la Constitution actualisée en juillet 2020. La réforme vise à élaborer un système consolidé et étroitement contrôlé, notamment par la direction de l'administration présidentielle et le FSB. Cela réduit sensiblement la place des projets supervisés par Sergueï Kirienko : depuis plusieurs années, il met en place des mécanismes plus compétitifs, plus dynamiques et plus ouverts pour sélectionner les futurs dirigeants par le biais d'initiatives telles que « Leaders de Russie », « Russie — Pays d'opportunités », entre autres. Le nouveau système de sélection de la réserve de cadres ne signifie pas que ces projets seront abandonnés : le président a clairement indiqué dans son adresse à l'Assemblée fédérale qu'il continuait à les soutenir (comme en témoigne sa rencontre avec les lauréats du concours « Leaders de Russie », le 12 mars). Toutefois, ils ne représenteront plus qu'un complément à un système plus structuré et contrôlé de sélection des candidats à la réserve de cadres. La politique des nominations deviendra plus centralisée et le rôle des services de renseignement et de l'administration présidentielle s'accroîtra. La nouvelle réalité géopolitique exige une approche moins transparente et un examen plus fouillé des candidats pour s'assurer de leur conformité aux nouvelles exigences politiques.*

### **2.3. LE RETOUR DE LA PRATIQUE DE CONFISCATION DES BIENS**

En janvier, la Douma d'Etat a adopté une loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale. Elle concerne le mécanisme de confiscation des biens utilisés ou destinés à être utilisés pour financer des infractions. Les amendements au code pénal ont été proposés par les députés de la Douma d'Etat Irina Iarovaïa, Vassili Piskarev et Elena Iampolskaïa (tous trois sont membres de Russie unie). Les chefs de tous les groupes de la Douma, à l'exception des Gens Nouveaux, ont signé le projet de loi. Seuls trois députés de la Douma ont voté contre : Sergueï Chargounov (KPRF), Sardana Avksentieva (Gens Nouveaux) et Ksenia Goriatcheva (Gens Nouveaux).

La loi élargit le recours à la confiscation des biens pour les infractions liées à des activités menaçant la sécurité du pays. Elle autorise également la confiscation des honneurs, titres et récompenses de l'Etat (y compris les récompenses militaires) des personnes condamnées ultérieurement pour des crimes contre la sécurité de l'Etat. Cette mesure vise principalement les personnalités du monde de la culture qui ont quitté la Russie et adopté une position anti-guerre. Cependant, l'élément déclencheur de l'adoption de cette norme a été la fameuse « soirée nue » organisée au club Mutabor. Les stars qui y avaient participé ont été bannies des chaînes de télévision russes, nombre d'entre elles ont fait l'objet de contrôles fiscaux et de pressions de la part des forces de l'ordre. Ce n'est qu'après que beaucoup d'entre elles se sont excusées publiquement et ont prouvé leur patriotisme en se rendant dans la zone de guerre qu'elles ont été autorisées à revenir sur les écrans.

La principale innovation est l'extension de la pratique de la confiscation des biens. Parmi les infractions pour lesquelles la confiscation peut désormais être appliquée figurent la diffusion d'informations sciemment fausses sur les forces armées, les appels publics à des activités extrémistes, les actions visant à porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Russie, le discrédit jeté sur les forces armées, les appels publics à des actions contre la sécurité nationale, le soutien aux sanctions contre la Russie et ses citoyens, ainsi que la réhabilitation du nazisme. Fondamentalement, toute activité anti-guerre ou d'opposition tombe sous le coup de cette loi. Parmi les autres infractions mentionnées par la loi figurent la désobéissance aux ordres militaires, la divulgation de secrets d'Etat, la désertion, la trahison, le sabotage, l'espionnage, le travail pour des organisations indésirables et l'aide à la mise en œuvre de décisions internationales prises sans la participation de la Russie (par exemple, la reconnaissance de la décision de la CPI d'émettre un mandat d'arrêt à l'encontre de Poutine). Pour tomber sous le coup de la loi, les infractions citées plus haut doivent avoir une caractéristique supplémentaire : avoir été commises dans un but lucratif ou « pour le compte d'autrui », ainsi qu'au motif de « la haine ou de l'hostilité politique, idéologique, raciale, nationale ou religieuse ou au motif de la haine ou de l'hostilité à l'égard d'un groupe social ».

L'objet de la confiscation peut être « l'argent, les objets de valeur et les autres biens utilisés ou destinés à être utilisés » lors de la commission d'une infraction. En d'autres termes, il ne s'agit pas de la confiscation en tant que mesure punitive (une telle norme existait dans le droit pénal soviétique). Aujourd'hui aussi, le code pénal n'autorise la confiscation de biens que s'ils ont été directement acquis pour la commission d'une infraction ou en conséquence de celle-ci. Toutefois, dans sa forme actuelle, la loi prévoit également la confiscation de biens qui peuvent servir pour commettre une infraction. Cela rend la situation beaucoup plus ambiguë : en substance, une simple indication que le bien aurait pu être utilisé pour commettre une infraction suffit à ce que la confiscation soit prononcée. En outre, la confiscation peut concerner des biens achetés avec des fonds « criminels » : dans la situation présente, il est très facile de mettre en doute la légitimité des revenus d'un contestataire.

Le projet de loi a suscité une vive controverse, y compris au sein de Russie unie. La première vice-présidente de la commission des Lois, Irina Pankina, co-auteur du projet, a jugé nécessaire de préciser que les propositions visant à étendre le droit de l'Etat à la confiscation ne constituent pas une forme de sanction « qui a été supprimée du code pénal en 2003 ». D'autres députés, en revanche, interprètent la loi de manière plus extensive. Les représentants de Russie unie, de Russie Juste — Pour la Vérité, du LDPR et du KPRF considèrent les dispositions du projet de loi sur la confiscation comme une forme de punition. Par exemple, Vassili Piskariov, l'un des principaux auteurs du projet de loi, a déclaré que ceux qui ont quitté la Russie avaient le choix : « soit agir selon leur conscience, rester dans leur patrie dans un moment difficile, être avec le peuple, avec notre armée, soit fuir lâchement. Et pas seulement fuir, mais se ranger ouvertement du côté de l'ennemi, financer ceux qui tuent

nos soldats, nos officiers et nos civils. Ils se sont eux-mêmes privés de la possibilité de revenir en Russie, alors pourquoi garderaient-ils leurs châteaux, leurs titres ? »

La loi a été approuvée par tous les groupes parlementaires, à l'exception des Gens Nouveaux, et le vote a eu lieu de façon accélérée. Cela montre l'importance particulière de la nouvelle norme pour l'administration présidentielle et pour Poutine personnellement.

*La loi a deux objectifs politiques principaux. Le premier est de limiter les critiques à l'égard des autorités, en particulier de la part des personnes qui ont émigré mais qui possèdent des biens et d'autres actifs en Russie. Si des poursuites pénales sont engagées contre eux, ils risquent désormais de perdre ces biens. Le second objectif semble moins évident, mais il a été exprimé à la Douma d'Etat lors de la discussion du projet de loi : l'idée est de constituer un fonds pour financer la guerre à partir des biens confisqués. La journaliste Ekaterina Vinokourova a rapporté que les députés discutaient de la possibilité d'adopter un amendement qui permettrait d'alimenter, grâce à des biens confisqués, un fonds d'Etat spécialement créé à des fins militaires. Cette idée pourrait faire l'objet d'une loi distincte. Les poursuites pour confiscation menacent principalement les « dissidents politiques » ayant émigré, contre lesquels des poursuites pénales ont déjà été engagées : par exemple Boris Akounine (Grigori Tchkhartichvili, reconnu comme agent de l'étranger et extrémiste) et Mark Feiguine (reconnu comme agent de l'étranger). Tous deux font l'objet d'un mandat d'arrêt. L'élargissement de la liste des infractions visées par l'article sur la confiscation des biens entraînera inévitablement une augmentation des poursuites en vertu des articles concernés. A l'avenir, cette norme pourrait également devenir un outil dans la lutte pour la redistribution des biens, ainsi que pour le règlement de comptes personnels.*

## **2.4. LA DÉMISSION ET LA NOUVELLE NOMINATION DE BORIS KOVALTCHOUK**

Le 6 mars, *Kommersant*, citant des sources anonymes, rapportait que Boris Kovaltchouk, 46 ans, quittait son poste de PDG d'Inter RAO en vue d'une éventuelle promotion. A ce moment-là, nombreux étaient ceux qui spéculaient sur le fait que Kovaltchouk pourrait prendre la tête de Gazprom ou de Rosneft, devenir vice-Premier ministre en charge du secteur de l'énergie ou être nommé gouverneur de Saint-Pétersbourg. Les observateurs s'accordaient à dire qu'il occuperait une position influente.

Le 15 mars, Vladimir Poutine le nommait chef adjoint du département de contrôle de l'administration présidentielle, actuellement dirigé par Dmitri Chalkov, ancien n°2 du FSB. Ce poste est considéré comme essentiellement technique et bureaucratique, ce qui ne correspond pas au statut informel de Boris Kovaltchouk. Ce dernier

est le fils de Iouri Kovaltchouk, un proche de Vladimir Poutine, l'un des principaux actionnaires de la Banque Rossia et de National Media Group.

Il existe deux explications à l'arrivée de Boris Kovaltchouk au sein de l'administration présidentielle. La première est que cette nomination n'est qu'un tremplin dans sa carrière, une étape avant une nouvelle ascension. Selon cette version, Poutine donne à Kovaltchouk la possibilité de se familiariser avec la fonction publique, d'acquérir de l'expérience, après quoi il sera nommé à un poste plus élevé. La seconde version est plus prosaïque. Le Kremlin aurait décidé d'écarter Kovaltchouk de la direction d'Inter RAO, après quoi celui-ci aurait reçu une compensation — un poste plutôt honorable où il peut se former et acquérir de l'expérience, mais sans plan spécifique pour une promotion ultérieure. Dans ce cas, tout dépendra de la manière dont il fera ses preuves dans ses nouvelles fonctions.

Ce remaniement s'est produit simultanément à plusieurs autres événements affectant la famille Kovaltchouk. L'un d'eux est l'arrestation pour extorsion de fonds d'Igor Andreïev, vice-président de la Banque Rossia. Selon l'enquête, Andreïev aurait extorqué de l'argent à une entreprise en contrepartie de l'allocation d'un crédit. Certaines chaînes Telegram russes ont écrit que l'entreprise en question était le village de chalets de luxe MillGreek, situé près de Vsevoljok. MillGreek se trouve sous le contrôle de la société Melnitchny Routcheï — Resort. La copropriétaire de l'entreprise est Veronika Narychkina, fille du chef du Service de renseignement extérieur (SVR).

Sergueï Dregval, 53 ans, a été nommé PDG d'Inter RAO en février, pour un mandat de cinq ans. Auparavant, Dregval était vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg chargé du secteur de l'énergie, poste actuellement occupé par Sergueï Kropatchev, fils du recteur de l'université d'Etat de Saint-Pétersbourg. Dregval a également dirigé Rosseti Oural. Inter RAO se trouve sous le contrôle d'Igor Setchine, le patron de Rosneft, qui préside son conseil d'administration. L'entreprise publique Rosneftegaz, étroitement liée à Setchine, détient 26,4 % d'Inter RAO. Dregval est un technocrate dont la nomination convient à la fois à Iouri Kovaltchouk (qui jouit d'une influence considérable à Saint-Pétersbourg) et à Igor Setchine.

*Beaucoup d'observateurs se sont empressés de conclure que les Kovaltchouk avaient été nettement affaiblis. Cette conclusion semble toutefois prématurée : une affaire de corruption ne signifie pas une attaque contre les Kovaltchouk car il peut s'agir d'une affaire isolée. La nomination de Boris Kovaltchouk à l'administration présidentielle, même s'il ne s'agit pas du poste le plus visible, est plutôt un gage de confiance : le département de contrôle est l'une des structures les plus influentes du système du pouvoir russe.*

## 2.5. LA DOUMA INTERDIT DE FAIRE DE LA PUBLICITÉ CHEZ DES « AGENTS ÉTRANGERS »

En février, la Douma d'Etat a adopté une loi interdisant la publicité sur les plateformes des agents étrangers et la promotion de ces plateformes dans les médias. Il s'agit de l'un des coups les plus rudes portés au financement des « agents étrangers » depuis le début de la guerre. Le document n'a pas été soutenu par le groupe parlementaire Gens Nouveaux, qui estime qu'il pourrait nuire à des entrepreneurs de bonne foi.

Le projet de loi a été présenté à la Douma le 15 février par un groupe de 395 députés dirigé par le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, ce qui en dit long sur le statut du document et son importance politique pour les autorités. Les amendements aux lois « sur le contrôle des activités des personnes sous influence étrangère », « sur la publicité » et « sur les médias » sont conçus, selon la note explicative, de sorte à contrer « l'ingérence étrangère cachée dans les affaires politiques internes de l'Etat ». Le placement de la publicité chez des agents étrangers est interdit, de même que la promotion de leurs ressources dans les médias. Il est également prévu de présenter prochainement un projet de loi visant à interdire aux entreprises russes le placement de publicités sur des réseaux sociaux proscrits, tels que Facebook et Instagram.

Vassili Piskarev, chef de la commission de la Sécurité de la Douma d'Etat, n'a pas caché que l'objectif de cette nouvelle initiative était de priver les agents étrangers d'une importante source de revenus. « Ils gagnent des millions à partir de rien. Selon les estimations les plus prudentes, il s'agit de plus de 130 millions de roubles, sans tenir compte des autres moyens, le plus souvent occultes, de rémunérer les services des agents étrangers. Le montant qu'on cite est donc très sous-estimé », a déclaré Piskarev. Le groupe parlementaire Gens Nouveaux s'est opposé aux amendements : le vice-président du parti, Vladislav Davankov, a qualifié le projet de loi de moyen de pression sur l'opposition : « Prenez, par exemple, Alexeï Pivovarov (un agent étranger) et la chaîne Redaktsia. Il s'agit d'un véritable média, professionnel et assez objectif. Alors qu'il est reconnu comme agent étranger, Pivovarov reste en Russie, gagne de l'argent grâce à la publicité et paie des impôts. La nouvelle loi va conduire la chaîne au bord de la fermeture. Y a-t-il du bon sens dans tout cela ? Je ne le vois pas du tout », a écrit le député sur sa chaîne Telegram. Après l'adoption de la loi, Pivovarov a été contraint de fermer sa chaîne. Celle-ci a ensuite été transférée au personnel de Redaktsia, laquelle continuera à émettre, mais sous un nouveau nom.

L'idée d'interdire la publicité sur les plateformes détenues par des agents étrangers est née après que le célèbre journaliste Mike Nacke, dont la chaîne YouTube compte 1,5 million d'abonnés, a été condamné par contumace à 11 ans de prison pour avoir diffusé des « fakes » sur l'armée russe. Andreï Gorelkin, député de Russie unie, a découvert en décembre dernier qu'une vidéo réalisée par Nacke contenait une publicité pour Zerocoded, une société liée à la fondation Skolkovo.



*Cette loi vise des journalistes russes connus tels que Iouri Doud et Dmitri Kolezev, ainsi que des personnalités politiques telles que Maxim Kats, Sergueï Gouriev et Ekaterina Schulmann. Les chaînes YouTube telles que Populiarnaïa Politika, Khodorkovsky Live et Dojd seront également touchées. Dmitri Kolezev, un blogueur d'opposition à succès qui a été contraint de quitter la Russie, a déclaré que de nombreux projets (par exemple ceux d'Alexei Pliouchtchev) dépendent de dons ou de subventions (par exemple, les médias d'opposition). Il y a également des revenus provenant de la monétisation sur YouTube, mais ils sont souvent trop faibles pour soutenir la chaîne, surtout depuis que la monétisation a été désactivée en Russie. Les ventes de publicité représentent 30 à 40% des revenus, et leur perte constitue un manque à gagner important, quoique non critique. Toutefois, pour ceux dont le modèle économique reposait sur les fonds provenant des ventes de publicité, le coup sera fatal. Paradoxalement, la loi rend les journalistes beaucoup plus dépendants de subventions extérieures.*

## 3. POLITIQUE RÉGIONALE

### 3.1. PROTESTATIONS AU BACHKORTOSTAN

Du 15 au 17 janvier, une manifestation non autorisée a eu lieu à Baïmak, au Bachkortostan. Elle s'est produite en réaction à l'arrestation de Faïl Alsynov (de son vrai nom Altchinov) et à l'examen de son dossier par le tribunal de district de Baïmak. Alsynov a été reconnu coupable d'incitation à la haine et à l'hostilité, ainsi que d'humiliation de la dignité humaine (en vertu de la première partie de l'article 282 du Code pénal de la Fédération de Russie) et condamné à quatre ans d'emprisonnement dans une colonie à régime général. Le tribunal a constaté qu'en avril 2023, lors d'un rassemblement à la Maison de la culture locale d'Ichmourzino, Alsynov avait prononcé un discours contenant des remarques discriminatoires à l'encontre de personnes de nationalités arménienne, caucasienne et centrasiatique. Ce rassemblement avait été organisé pour protester contre des projets de la Compagnie minière eurasiennne consistant à mener des travaux d'exploration géologique dans les environs du village. Selon Faïl Alsynov, ces travaux entraîneront un afflux de travailleurs étrangers. L'enquête contre Alsynov a été ouverte à la suite d'une déclaration rédigée personnellement par le chef de la république, Radii Khabirov.

Pour soutenir Alsynov, près de 1 500 personnes se sont rendues au palais de justice, mais les manifestants ont été dispersés par la police. Suite à cela, le Comité d'enquête a inculpé un certain nombre de personnes pour participation à des émeutes de masse et usage de la violence contre les forces de l'ordre. La protestation du 19 janvier à Oufa a été moins massive, mais a également été violemment réprimée.

La manifestation au Bachkortostan a été un événement notable, en particulier pour les médias d'opposition, qui y ont vu le signe d'une possible déstabilisation, notamment liée au nationalisme régional et aux conflits interethniques. Ces rassemblements ont rappelé les événements très médiatisés survenus au Bachkortostan en août 2020. A l'époque, les manifestations avaient eu lieu sur le mont Kouchtaou, pour protester contre le projet d'exploitation d'un gisement de calcaire par la Compagnie bachkire de carbonate de soude. Le projet a été annulé et l'entreprise, dont les activités avaient suscité le mécontentement de la population, a été nationalisée.

Lorsqu'il est question du mont Kouchtaou, la défense de l'environnement se mêle traditionnellement à la question nationale. Certes, le chikhan (c'est ainsi qu'on appelle ici les collines solitaires) compte des espèces inscrites dans le Livre rouge de protection des animaux et des plantes inscrites sur liste rouge, mais, en plus, les habitants considèrent les trois chikhans de la région comme des lieux sacrés. Les militants de l'organisation Bachkort, interdite par la Cour suprême du Bachkortostan en mai 2020 (et considérée comme extrémiste), ont joué un rôle clé dans les manifestations de 2020. Depuis, l'un des dirigeants de l'organisation, Rouslan Gabba-

sov (reconnu comme agent étranger et également inscrit sur la liste des extrémistes et des terroristes), a émigré, tandis qu'Alsynov a poursuivi son activisme en Russie. Lors de la manifestation d'Ichmourzino, il a employé une rhétorique nationaliste, qualifiant les ressortissants d'Asie centrale de « peuple noir ». Les partisans d'Alsynov affirment qu'il n'y a rien d'offensant à cela et que par « noir », il entend simplement des gens ordinaires. Toutefois, dans l'ensemble, l'activité publique d'Alsynov donne suffisamment de raisons de le classer parmi les nationalistes bachkirs. Les loyalistes le présentent souvent comme un radical aux sympathies pro-turques et anti-russes.

*Les protestations environnementales à connotation nationaliste constituent depuis longtemps un problème politique au Bachkortostan. Bien qu'il s'agisse d'une question purement régionale qui ne dépasse pas les frontières de la république, son chef, Radii Khabirov, est confronté à une « opposition hors système » locale. Le problème est d'autant plus sérieux que Khabirov, un fonctionnaire qui a fait preuve d'efficacité, n'a jamais réussi à devenir un homme politique accompli, capable d'établir de bonnes relations avec les élites locales. Il a également des rapports tendus avec les superviseurs actuels de la politique intérieure au sein de l'administration présidentielle. Ici, il faut mentionner un événement marquant qui s'est produit en toile de fond de la manifestation, à savoir l'arrestation d'Elena Protchakovskaïa, proche collaboratrice de Khabirov et directrice du département des Communications sociales auprès du président du Bachkortostan. Cette arrestation a porté un coup sérieux à la position politique de Khabirov et a montré sa vulnérabilité face aux siloviki fédéraux — un facteur important, étant donné que le mandat du gouverneur expire cette année. Néanmoins, le fait qu'il ait traité la protestation avec une certaine sévérité a été plutôt bien accueilli par le Kremlin. Pour le centre fédéral, le problème du nationalisme ethnique dans les républiques a toujours été perçu comme une menace stratégique pour l'intégrité de la Russie, susceptible d'être instrumentalisée par les services de renseignement occidentaux à des fins de déstabilisation. Par conséquent, le Kremlin encourage une politique de répression des manifestations de nationalisme, surtout si elles sont associées à une opposition politique. Toutefois, le simple fait qu'une telle manifestation a pu avoir lieu jouera plutôt en défaveur du gouverneur en place.*

## 4. POUVOIR ET OPPOSITION

### 4.1. L'ARRESTATION DE SERGUEÏ OUDALTSOV

Le 11 janvier, le leader du Front de Gauche, Sergueï Oudaltsov, a été arrêté pour « justification du terrorisme ». Oudaltsov n'a pas reconnu sa culpabilité. « Les accusations portées par l'enquête à mon encontre ne peuvent être qualifiées autrement que d'absurdités. Selon l'enquête, j'ai publié des messages de soutien à des gens originaires d'Oufa, qui ont été arrêtés a priori pour terrorisme. Ces gens étaient membres d'un cercle marxiste », a-t-il déclaré.

Les membres de ce dit cercle marxiste ont été arrêtés en 2020 pour création de groupe terroriste. Le cercle a été fondé à Oufa au printemps 2016 par le médecin oto-rhino-laryngologiste Alexeï Dmitriev. Ses membres se réunissaient une fois par semaine et discutaient d'ouvrages classiques du communisme scientifique. Un peu plus tard, le cercle a accueilli trois nouveaux participants ayant combattu dans le Donbass. Ces nouveaux membres, dont l'Ukrainien Sergueï Sapojnikov qui avait obtenu la citoyenneté russe, ont commencé à donner des noms de code aux autres, ont proposé de rédiger une charte et ont organisé des rassemblements au cours desquels ils ont fait exploser des grenades. Sapojnikov a ensuite déclaré au FSB que les marxistes « attendaient un moment de déstabilisation pour prendre le pouvoir et tuer des policiers et des hommes politiques ». Au cours des deux derniers mois, Oudaltsov a défendu sur sa chaîne Telegram ses collègues du Front de gauche, Dmitri Tchouviline et Rinat Bourkeïev, qui ont été arrêtés à Oufa en mars dernier et accusés d'avoir créé un groupe terroriste. Ainsi, l'affaire Oudaltsov pourrait devenir un précédent : elle a été engagée en vertu de l'article relatif à la justification du terrorisme avant même le jugement rendu par le tribunal à l'encontre des terroristes présumés.

Il y a plus de dix ans, Oudaltsov était une figure centrale de la gauche hors système en Russie, connu pour ses opinions radicales. En 2014, il a été condamné à quatre ans et demi de prison dans l'affaire de la place Bolotnaïa. Libéré en août 2017, il n'a pas réussi depuis à retrouver une place de premier plan dans l'opposition russe. Il reste toujours assez intransigent dans ses opinions. Bien qu'il soutienne la guerre contre l'Ukraine et exige une répression sévère contre les « traîtres » pro-occidentaux, c'est un anti-poutiniste pur et dur.

La principale interrogation liée à cette situation réside dans le fait qu'Oudaltsov est devenu un partenaire important du KPRF. Son mouvement, le Front de Gauche, est coordonné par le député de la Douma Vladimir Kachine et fait partie du département en charge des actions de protestation du KPRF. L'arrestation d'Oudaltsov est donc un coup dur pour le KPRF. En 2022, l'épouse d'Oudaltsov, Anastasia, est devenue députée de la Douma d'Etat sur la liste du KPRF. La défense d'Oudaltsov est donc une question de réputation pour le parti : si le KPRF prend ses distances avec lui, cela suscitera un grand mécontentement parmi ses militants, qui sont déjà déçus par le positionnement du parti, de plus en plus pro-pouvoir.

*Dans les conditions actuelles, Sergueï Oudaltsov est plutôt une source d'ennuis pour les communistes. Le KPRF a été contraint de s'adapter à la nouvelle réalité politique et de réduire son activité d'opposition au strict minimum. Oudaltsov, dont les opinions sont nettement plus radicales, risque d'attirer des problèmes au KPRF. En novembre 2023, le mouvement d'Oudaltsov prévoyait d'organiser des « primaires populaires 2024 » pour désigner à la présidence un candidat unique issu de l'opposition de gauche patriotique, mais l'événement a dû être annulé à la dernière minute, de crainte qu'il soit dispersé par la force. Tout cela n'a évidemment pas réjoui la direction du KPRF, qui non seulement ne voulait pas de problèmes avec le Kremlin, mais s'apprêtait à proposer pour la présidentielle la candidature de Nikolai Kharitonov, un personnage assez insipide. Oudaltsov a publiquement critiqué cette décision. Dans ce contexte, le KPRF pourrait même être soulagé de voir Oudaltsov écarté du champ politique, ce qui ne l'empêche pas de l'aider sur le plan juridique.*

## **4.2. LA CONDAMNATION D'IGOR STRELKOV**

Le 25 janvier, le tribunal municipal de Moscou a condamné Igor Guirkine (Strelkov), ancien ministre de la Défense de la République populaire de Donetsk (DNR)\* et officier du FSB à la retraite, à quatre ans de colonie pénitentiaire à régime général pour appel public à l'extrémisme. Plus tôt, Strelkov avait déjà été condamné par contumace par le tribunal de La Haye à la prison à vie pour la destruction en vol, en juillet 2014, du Boeing malaisien transportant 286 passagers.

Strelkov a été arrêté en juillet 2023. Il affirme que les poursuites à son encontre ont été engagées en raison de deux posts publiés sur Telegram concernant l'éventuel transfert de la Crimée à l'Ukraine et la rémunération des militaires. C'est la première fois que les autorités russes arrêtent un blogueur pro-guerre de premier plan. Bien que Strelkov soutienne la guerre en Ukraine, il critique régulièrement le commandement militaire de la Russie et Vladimir Poutine personnellement, ce qui en fait de facto un membre de l'« opposition hors système », mais appartenant au camp ultra-patriotique. Strelkov a vivement critiqué le déroulement de l'opération militaire et a annoncé, en avril 2023, la création du « Club des patriotes en colère ».

En juillet 2023, sa chaîne Telegram comptait plus de 875 000 abonnés, mais depuis, ce nombre est tombé à 496 000, ce qui représente une baisse significative. En novembre, Strelkov a appelé ses partisans à former un état-major de campagne pour soutenir son éventuelle candidature à l'élection présidentielle du printemps 2024. Cependant, son groupe d'initiative n'a pas été en mesure de soumettre les documents nécessaires à la Commission électorale centrale, en raison de l'absence de sa signature. Il est clair que l'initiative était vouée à l'échec : il est pratiquement impossible de se présenter à l'élection présidentielle en étant en prison, sans parler de l'inadmissibilité d'un tel scénario pour le Kremlin.

La condamnation de Strelkov n'a pas constitué un choc pour le camp militaro-patriotique : la peine prononcée n'était ni excessivement sévère ni inattendue, surtout au vu de sa rhétorique radicale. De nombreux blogueurs favorables à la guerre comprennent intrinsèquement (même s'ils ne les approuvent pas toujours) les motivations du ministère de la Défense qui préconise un durcissement à l'égard des correspondants de guerre trop critiques. Or, Strelkov, qui a la réputation d'un radical, peut avoir, en plus, un discours carrément révolutionnaire, ce que beaucoup de Russes considèrent comme inacceptable en temps de guerre.

Au sein de la société russe, les positions de Strelkov ne bénéficient pas d'un soutien important. Dans un sondage de 2022 du Centre Levada portant sur les hommes politiques auxquels les Russes font confiance, Strelkov n'obtenait que 0,4 %<sup>2</sup>.

*Le Kremlin a choisi une approche qu'il juge équilibrée : condamner Strelkov à une peine de prison ferme, mais pas trop sévère, afin de ne pas provoquer le mécontentement des ultra-patriotes. Avec ce verdict, le Kremlin trace la ligne de ce qui est acceptable en matière d'activité publique des blogueurs et activistes militaires. Après la mutinerie d'Evguéni Prigojine, il a été décidé que ceux qui émettaient les critiques radicales visant les autorités et l'« opération militaire spéciale », même s'il s'agissait de patriotes, seraient poursuivis en justice. D'un point de vue politique, c'est d'ailleurs beaucoup plus facile : contrairement aux libéraux, la répression des ultra-patriotes ne suscitera ni l'indignation de l'Occident, ni de sérieuses protestations de la part du public anti-guerre.*

---

2. <https://www.levada.ru/2022/06/29/moskovskaya-politika-2/>

## 5. PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIOLOGIQUES

### 5.1. LA SOCIÉTÉ RUSSE AU DÉBUT DU CINQUIÈME MANDAT DE POUTINE

Les résultats officiels de l'élection présidentielle du mois de mars ont été mis en doute par de nombreux observateurs indépendants ainsi que par l'Occident, ce qui est compréhensible compte tenu de la quasi-absence de toute concurrence politique, du score exceptionnellement élevé de 87,3% obtenu par Vladimir Poutine, de la persécution de l'opposition et du contrôle exercé sur l'espace de l'information. Il apparaît cependant, selon les sondages, que la société reste assez unie autour de l'Etat. La guerre engendre un phénomène de rassemblement autour du drapeau, ce qui à son tour suscite un niveau élevé de soutien au président, au parti du pouvoir et au gouvernement.

- **Un niveau de patriotisme élevé.** Selon un sondage<sup>3</sup> réalisé en mars par le VTsIOM, le niveau de patriotisme dans la société russe est plus élevé que jamais : 94% des personnes interrogées se décrivent comme patriotes, dont 62% comme patriotes inconditionnels, soit 10% de plus qu'il y a un an. Il s'agit du maximum absolu observé depuis que cette question est posée dans les sondages. De manière générale, la tendance au « patriotisme inconditionnel » a débuté à l'automne 2014, lorsque la part des patriotes « inconditionnels » avait, pour la première fois depuis longtemps, significativement dépassé celle des personnes se disant « plutôt » patriotes (48% contre 36%). A l'époque, ce phénomène était associé à l'annexion de la Crimée. Le déclenchement de la guerre a entraîné une augmentation de 8% de la proportion des patriotes « inconditionnels » par rapport à l'année précédente. Selon un sondage de Russian Field<sup>4</sup>, 68% des personnes interrogées pensent que le pays évolue dans la bonne direction et seulement 24% estiment que ce n'est pas le cas. Toutefois, les Russes ne se font pas d'illusions sur la guerre et ne s'attendent pas à ce qu'elle se termine bientôt : 44% d'entre eux s'attendent à ce que l'opération militaire spéciale dure encore plus d'un an, mais 30% ne se prononcent pas. 69% des personnes interrogées soutiennent l'« opération militaire spéciale » (19% ne la soutiennent pas). Les jeunes sont 54% à la soutenir — ce qui est nettement inférieur à la moyenne de la population, mais reste un niveau élevé. Plus de la moitié des personnes interrogées (57%) ne reviendraient pas sur la décision de lancer l'« opération militaire spéciale » si elles en avaient la possibilité. Un peu plus d'un quart (28%) reviendraient sur cette décision. Dans le même temps, le FOM indique<sup>5</sup> une diminution notable du mécontentement à l'égard des autorités entre janvier et mars : il est passé de 24 à 16%.

3. <https://wciom.ru/analytical-reviews/analiticheskii-obzor/o-sovremennom-rossiiskom-patriotizme>

4. <https://russianfield.com/dvagoda>

5. <https://fom.ru/Dominanty/14998>



La proportion de ceux qui déclarent que les actions des autorités ne les ont pas mécontents ou indignés est passée de 71% à 78%. Selon le Centre Levada<sup>6</sup>, en février, les personnes interrogées ont surtout noté, chez elles et dans leur entourage, un renforcement de sentiments tels que la fierté pour leur peuple et l'espoir.

- **Une faible volonté d'émigrer.** Les résultats du sondage VTsIOM<sup>7</sup> de mars indiquent que la période d'adaptation aux nouvelles réalités semble terminée. Aujourd'hui, la volonté d'émigrer a pratiquement disparu dans la société russe : la majorité absolue des citoyens (93%) n'envisagent pas de s'installer à l'étranger de façon permanente, tandis que la part de ceux qui souhaitent émigrer, seulement 5%, est la plus basse depuis que cette question a commencé à être posée (en 1991).
- **Un potentiel de protestation extrêmement faible.** Selon un sondage réalisé en février par le Centre Levada<sup>8</sup>, la majorité des personnes interrogées pensent qu'il est peu probable que des manifestations de masse soient organisées dans un avenir proche. On observe une tendance constante à la diminution du potentiel de protestation politique : seuls 15% des Russes pensent que des déclarations publiques contenant des revendications politiques sont possibles et 8% sont prêts à participer personnellement à des actions de protestation. La dernière fois que des chiffres aussi bas ont été enregistrés, c'était en mai 2022 (respectivement 16% et 9%). Moins de la moitié des personnes interrogées sont au courant de l'existence des protestations des épouses et mères des mobilisés. L'attitude à l'égard des personnes qui participent à de telles actions est généralement neutre. La mort d'Alexeï Navalny n'a en rien accru le potentiel de protestation<sup>9</sup>. Seules 23% des personnes interrogées ont éprouvé de la sympathie, de l'anxiété ou un choc à la suite de l'annonce de son décès, tandis que 69% ont déclaré ne rien avoir ressenti de particulier. Seules 11% des personnes interrogées ont dit approuver ses activités, 49% ont dit les désapprouver et 30% ont déclaré ne rien savoir de lui.

*Tout cela montre que la société actuelle n'est pas prête à se lancer dans des actions d'opposition, que la population est dans un état de « forteresse assiégée » et qu'elle considère l'Etat comme l'acteur le plus solide sur lequel elle puisse compter. Les conséquences concrètes de la guerre ne sont ressenties que par un nombre peu élevé de personnes : le gouvernement évite sciemment une mobilisation dont il sait qu'elle serait impopulaire, en s'appuyant sur les soldats sous contrat ; il prend soin d'adopter des mesures sociales destinées à aider les couches les plus vulnérables de la population ; et il maintient un modèle économique plutôt orienté*

6. <https://www.levada.ru/2024/02/20/massovye-pokazateli-samochuvstviya-i-strahov/>

7. <https://wciom.ru/analytical-reviews/analiticheskii-obzor/ehmigracionnye-nastroenija-monitoring-3>

8. <https://www.levada.ru/2024/02/08/protstnyj-potentsial-i-otnoshenie-k-protstam/>

9. <https://www.levada.ru/2024/03/01/massovye-predstavleniya-ob-aleksee-navalnom/>

*vers le marché, en évitant les chocs financiers et économiques. Et même la fréquence croissante des frappes de drones pénétrant de plus en plus profondément en Russie, les attaques contre les raffineries de pétrole et les bombardements constants des régions frontalières n'affectent pas le soutien dont bénéficie le gouvernement ; ces événements contribuent plutôt à la croissance d'un sentiment anti-ukrainien et anti-occidental plus prononcé, qui fait en fin de compte le jeu du Kremlin lui-même.*

## ANNEXE

\* La république de Crimée, Sébastopol, les républiques populaires de Lougansk (RPL) et de Donetsk (RPD), les régions de Zaporoujé et de Kherson sont mentionnées dans la presse russe comme faisant partie intégrante de la Fédération de Russie. L'appartenance de ces territoires à cette dernière n'est pas reconnue par la France.